

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/N/1/USA/1

6 avril 1995

(95-0832)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS, REGLEMENTATIONS ET PROCEDURES ADMINISTRATIVES RELATIVES AUX MESURES DE SAUVEGARDE

ETATS-UNIS

Le Représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 15 mars 1995.

Conformément à l'article 12.6 de l'Accord sur les sauvegardes et à la décision connexe prise par le Comité des sauvegardes à sa réunion extraordinaire du 24 février 1995 (document G/SG/N/1/Suppl.1, daté du 6 mars 1995), les Etats-Unis, par le présent document, notifient au Comité leurs lois et réglementations relatives aux mesures de sauvegarde.

La présente notification concerne les textes législatifs suivants: 1) articles 201 à 204 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur, telle qu'elle a été modifiée (19 U.S.C. 2251 à 2254); 2) article 330 d) de la Loi douanière de 1930, telle qu'elle a été modifiée (19 U.S.C. 1330 d)); et 3) articles 311, 312, 316 et 317 de la Loi portant modalités d'application de l'Accord de libre-échange nord-américain (19 U.S.C. 3371, 3372, 3381, 3382). Elle vise également les règlements suivants: 19 C.F.R., partie 206, sous-parties A, B et F.

Conformément au mode de présentation des notifications au titre de l'article 12.6 de l'Accord sur les sauvegardes (document G/SG/N/1, daté du 2 février 1995), les Etats-Unis informent le Comité que l'autorité compétente pour engager et mener les enquêtes concernant les sauvegardes est la Commission du commerce international des Etats-Unis.

TITRE II - MESURES DE PROTECTION CONTRE LE DOMMAGE
CAUSE PAR LA CONCURRENCE DES IMPORTATIONS

**CHAPITRE I - AJUSTEMENT POSITIF OPERÉ PAR LES BRANCHES
DE PRODUCTION SUBISSANT UN DOMMAGE
DU FAIT D'IMPORTATIONS**

**ARTICLE 201 MESURES VISANT A FACILITER L'AJUSTEMENT POSITIF A LA
CONCURRENCE DES IMPORTATIONS**

a) **MESURES PRISES PAR LE PRESIDENT**

Si la Commission du commerce international des Etats-Unis (dénommée ci-après dans le présent chapitre la "Commission") détermine au titre de l'article 202 b) qu'un article est importé aux Etats-Unis en quantités tellement accrues qu'il constitue ou menace de constituer une cause substantielle de dommage grave pour la branche de production nationale d'un produit similaire ou directement concurrent, le Président, conformément au présent chapitre, prend toutes les mesures possibles et appropriées en son pouvoir et qu'il estime susceptibles d'aider la branche de production nationale à opérer un ajustement positif à la concurrence des importations et dont les avantages économiques et sociaux seront supérieurs aux coûts.

b) **AJUSTEMENT POSITIF A LA CONCURRENCE DES IMPORTATIONS**

1) Aux fins du présent chapitre, il y a ajustement positif à la concurrence des importations lorsque:

A) la branche de production nationale:

- i) est en mesure de soutenir la concurrence des importations après qu'il a été mis fin aux mesures prises au titre de l'article 204; ou
- ii) procède à un transfert ordonné de ressources vers d'autres activités productives; et

B) les travailleurs déplacés de la branche de production sont intégrés à une transition ordonnée vers des activités productives.

2) La branche de production nationale peut être réputée avoir opéré un ajustement positif à la concurrence des importations, même si elle n'a plus la même taille ou composition qu'au moment où l'enquête a été ouverte au titre de l'article 202 b) (19 U.S.C. 2251).

**ARTICLE 202 ENQUETES, DETERMINATIONS ET RECOMMANDATIONS DE LA
COMMISSION**

A) **REQUETES ET PLANS D'AJUSTEMENT**

1) Une requête par laquelle il est demandé que des mesures soient prises au titre du présent chapitre en vue de faciliter l'ajustement positif à la concurrence des importations peut être déposée auprès de la Commission par une entité, y compris une association professionnelle, une entreprise, un syndicat homologué ou reconnu, ou un groupe de travailleurs, qui est représentatif d'une branche de production.

2) Une requête au sens du paragraphe 1):

A) contient un exposé des buts spécifiques pour lesquels il est demandé de prendre des mesures, qui peuvent être notamment de faciliter le transfert ordonné de ressources vers des activités plus productives, de renforcer la compétitivité ou de permettre par d'autres moyens l'ajustement à de nouvelles conditions de concurrence;

B) peut:

- i) sous réserve du sous-article dX1XCXi), contenir une demande d'application des mesures de protection provisoires au titre du sous-article dX1); ou
- ii) contenir une demande d'application des mesures de protection provisoires au titre du sous-article dX2).

3) Chaque fois qu'une requête est déposée au titre du paragraphe 1), la Commission en transmet dans les moindres délais une copie au Bureau du Représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales et aux autres organismes fédéraux directement concernés.

4) Un requérant au sens du paragraphe 1) peut présenter à la Commission et au Représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales (ci-après dénommé dans le présent chapitre le "Représentant pour les questions commerciales internationales"), soit la requête, soit à tout moment dans un délai de 120 jours après la date du dépôt de la requête, un plan visant à faciliter l'ajustement positif à la concurrence des importations.

5) A) Avant de présenter un plan d'ajustement au titre du paragraphe 4), le requérant et les autres entités visées au paragraphe 1) qui souhaitent participer peuvent consulter le Représentant pour les questions commerciales internationales et les responsables et employés de tout organisme fédéral qui est jugé approprié par le Représentant pour les questions commerciales internationales, aux fins d'évaluer l'adéquation des propositions qu'il est envisagé d'inclure dans le plan par rapport aux mesures spécifiques qui peuvent être prises au titre du présent chapitre.

B) Pour toute consultation au titre de l'alinéa A), une demande doit être présentée au Représentant pour les questions commerciales internationales. Quand il reçoit une telle demande, le Représentant pour les questions commerciales internationales s'entretient avec le requérant et fournit l'assistance, y compris par la publication d'un avis approprié au Federal Register, qui peut être utile pour obtenir la contribution d'autres participants à la consultation. Aucune consultation ne peut avoir lieu au titre de l'alinéa A) hors de la présence du Représentant pour les questions commerciales internationales ou de son délégué.

6) A) Lors de toute enquête au titre du sous-article b), la Commission cherche à obtenir des renseignements (à titre confidentiel, dans la mesure appropriée) sur les mesures que prennent ou envisagent de prendre, ou les deux, les entreprises et les travailleurs de la branche de production pour opérer un ajustement positif à la concurrence des importations.

B) Qu'un plan d'ajustement soit ou non présenté par le requérant au titre du paragraphe 4), si la Commission établit une détermination positive au titre du sous-article b):

- i) toute entreprise de la branche de production nationale;
- ii) tout syndicat homologué ou reconnu ou groupe de travailleurs de la branche de production nationale;

- iii) tout Etat ou toute collectivité locale;
- iv) toute association professionnelle représentant la branche de production nationale; ou
- v) toute autre personne ou tout autre groupe de personnes peut, à titre individuel, présenter à la Commission des engagements concernant les mesures que lesdites personnes et entités ont l'intention de prendre pour faciliter l'ajustement positif à la concurrence des importations.

7) Aucune disposition des paragraphes 5) et 6) ne peut être interprétée comme conférant l'immunité au regard des lois antitrust.

8) Les procédures concernant la divulgation des renseignements commerciaux confidentiels énoncées à l'article 332 g) de la Loi douanière de 1930 s'appliquent dans le cas de renseignements communiqués à la Commission lors d'enquêtes menées au titre du présent chapitre et de la partie 1 du Titre III de la Loi portant modalités d'application de l'Accord de libre-échange nord-américain. La Commission peut demander aux parties fournissant des renseignements commerciaux confidentiels d'en donner un résumé non confidentiel ou, si lesdites parties indiquent que les renseignements communiqués ne peuvent pas être résumés, d'exposer les raisons pour lesquelles un résumé ne peut pas être fourni. Si la Commission estime qu'une demande de traitement confidentiel n'est pas justifiée, et si la partie concernée ne veut pas rendre les renseignements publics ni en autoriser la divulgation en termes généraux ou sous forme de résumé, la Commission peut ne pas tenir compte des renseignements communiqués.

b) ENQUETES ET DETERMINATIONS DE LA COMMISSION

1) A) Après dépôt d'une requête au titre du sous-article a), à la demande du Président ou du Représentant pour les questions commerciales internationales, sur la base d'une résolution soit de la Commission des voies et moyens de la Chambre des Représentants soit de la Commission des finances du Sénat, ou de sa propre initiative, la Commission mène dans les moindres délais une enquête pour déterminer si un article est importé aux Etats-Unis en quantités tellement accrues qu'il constitue ou menace de constituer une cause substantielle de dommage grave pour la branche de production nationale d'un article similaire ou directement concurrent.

B) Aux fins du présent article, l'expression "cause substantielle" s'entend d'une cause qui est importante et qui ne l'est pas moins que toute autre cause.

2) A) Sauf dans le cas prévu à l'alinéa B), la Commission établit la détermination au titre du paragraphe 1) dans les 120 jours (180 jours si l'existence de circonstances critiques est alléguée dans la requête) suivant la date à laquelle la requête est déposée, la demande ou la résolution reçue ou l'initiative de l'enquête prise, selon le cas.

B) Si avant le centième jour suivant le dépôt d'une requête au titre du sous-article a) 1) la Commission détermine que l'enquête est d'une complexité exceptionnellement, elle établit la détermination au titre du paragraphe 1) dans les 150 jours (210 jours si l'existence de circonstances critiques est alléguée dans la requête) suivant la date visée à l'alinéa A).

3) La Commission publie au Federal Register un avis d'ouverture de toute procédure au titre du présent sous-article et tient ensuite dans un délai raisonnable des auditions publiques auxquelles elle ménage aux parties intéressées et aux consommateurs la possibilité d'assister, de présenter des éléments

de preuve, de faire des observations sur le plan d'ajustement présenté, le cas échéant, au titre du sous-article a), de répondre aux exposés des autres parties et des consommateurs, et de faire connaître leurs vues de toute autre manière.

c) FACTEURS PRIS EN CONSIDERATION POUR L'ETABLISSEMENT DES DETERMINATIONS

1) Lorsqu'elle établit des déterminations au titre du sous-article b), la Commission prend en considération tous les facteurs économiques qu'elle juge pertinents, notamment (mais pas exclusivement):

A) pour ce qui est du dommage grave:

- i) le sous-emploi important des installations de production de la branche de production nationale;
- ii) l'incapacité d'un nombre important d'entreprises d'exercer des activités de production dans le pays avec un profit raisonnable; et
- iii) un chômage ou un sous-emploi important dans la branche de production nationale;

B) pour ce qui est de la menace de dommage grave:

- i) une baisse des ventes ou de la part de marché, un stock accru et croissant (qu'il soit détenu par les producteurs nationaux, les importateurs, les grossistes ou les détaillants) et une tendance à la baisse de la production, des profits, des salaires, de la productivité ou de l'emploi (ou une augmentation du sous-emploi) dans la branche de production nationale;
- ii) la mesure dans laquelle les entreprises de la branche de production nationale sont dans l'impossibilité de générer des capitaux suffisants pour financer la modernisation de leurs installations et de leur matériel dans le pays ou de maintenir à niveau les dépenses de recherche-développement;
- iii) la mesure dans laquelle le marché des Etats-Unis est le pôle d'attraction des exportations de l'article en question détournées du fait de restrictions frappant les exportations de cet article à destination, ou les importations de cet article en provenance, de marchés de pays tiers; et

C) pour ce qui est de la cause substantielle, un accroissement des importations (soit en termes réels soit par rapport à la production nationale) et une diminution de la part du marché intérieur détenue par les producteurs nationaux.

2) Lorsqu'elle établit des déterminations au titre du sous-article b), la Commission:

A) étudie la situation de la branche de production nationale pendant le cycle économique pertinent, mais ne peut pas additionner les causes d'un fléchissement de la demande liées à une récession ou à une baisse de l'activité économique aux Etats-Unis pour en faire une cause unique de dommage grave ou de menace de dommage; et

B) examine les facteurs autres que les importations qui peuvent constituer ou menacer de constituer cause de dommage grave pour la branche de production nationale.

La Commission incorpore les résultats de l'examen qu'elle effectue au titre de l'alinéa B) dans le rapport qu'elle présente au Président au titre du sous-article e).

3) La présence ou l'absence de tout facteur que la Commission est tenue d'évaluer en vertu des alinéas A) et B) ou du paragraphe 1) n'est pas nécessairement déterminante quant à la question de savoir si un article est importé aux Etats-Unis en quantités tellement accrues qu'il constitue ou menace de constituer une cause substantielle de dommage grave pour la branche de production nationale.

4) Aux fins du sous-article b), lorsqu'elle détermine la branche de production nationale produisant un article similaire ou directement concurrent, la Commission:

A) dans la mesure où des renseignements sont disponibles, considère, dans le cas d'un producteur national qui est également importateur, comme faisant partie de la branche de production nationale uniquement sa production intérieure;

B) peut, dans le cas d'un producteur national qui produit plus d'un article, considérer comme faisant partie de la branche de production nationale uniquement la portion ou la subdivision de l'entreprise qui produit l'article similaire ou directement concurrent; et

C) peut, dans le cas d'un ou de plusieurs producteurs nationaux qui produisent un article similaire ou directement concurrent dans une vaste zone géographique des Etats-Unis et dont les installations de production situées dans ladite zone pour ledit article constituent une portion substantielle de la branche de production nationale aux Etats-Unis et alimentent essentiellement le marché de ladite zone, et lorsque les importations sont concentrées dans ladite zone, considérer comme faisant partie de la branche de production nationale uniquement le segment de la production provenant de ladite zone.

5) Au cours de toute procédure engagée au titre du présent sous-article, la Commission prend en considération tout facteur qui, à son avis, peut contribuer à l'augmentation des importations de l'article faisant l'objet de l'enquête. Chaque fois qu'au cours de son enquête, la Commission a des raisons de croire que les importations accrues sont imputables en partie à des circonstances qui relèvent des sous-titres A) et B) du Titre VII ou de l'article 337 de la Loi douanière de 1930, ou d'autres dispositions législatives prévoyant des mesures correctives, elle informe dans les moindres délais l'organisme approprié pour que soient prises les mesures qui seraient autrement applicables en vertu de ces dispositions législatives.

6) Aux fins du présent article:

A) i) L'expression "branche de production nationale" s'entend, pour un article, de l'ensemble des producteurs de l'article similaire ou directement concurrent ou de ceux dont les productions additionnées de l'article similaire ou directement concurrent constituent une proportion majeure de la production nationale totale dudit article.

ii) L'expression "branche de production nationale" englobe les producteurs se trouvant dans des possessions insulaires des Etats-Unis.

B) L'expression "sous-emploi important des installations de production" s'entend de la fermeture d'usines ou de la sous-utilisation de la capacité de production.

C) L'expression "dommage grave" s'entend d'une dégradation générale notable de la situation d'une branche de production nationale.

D) L'expression "menace de dommage grave" s'entend de l'imminence évidente d'un dommage grave.

d) MESURES DE PROTECTION PROVISOIRES

1) A) Une entité représentant une branche de production nationale qui produit un produit agricole ou un produit à base d'agrumes périssable qui est similaire ou directement concurrent, par rapport à un produit agricole ou à un produit à base d'agrumes périssable importé, peut déposer une demande auprès du Représentant pour les questions commerciales internationales en vue de faire exercer une surveillance des importations de ce produit au titre de l'alinéa B). Dans les 21 jours suivant la réception de la demande, le Représentant pour les questions commerciales internationales détermine si:

- i) le produit importé est un produit agricole ou un produit à base d'agrumes périssable; et
- ii) si l'on peut raisonnablement penser que ce produit est importé aux Etats-Unis en quantités tellement accrues qu'il constitue ou menace de constituer, effectivement ou probablement, une cause substantielle de dommage grave pour ladite branche de production nationale.

B) Si les déterminations au titre de l'alinéa A) i) et ii) sont positives, le Représentant pour les questions commerciales internationales demande, au titre de l'article 332 g) de la Loi douanière de 1930, à la Commission de surveiller et de soumettre à enquête les importations concernées pendant une période ne devant pas dépasser deux ans. La surveillance et l'enquête peuvent comporter la collecte et l'analyse de renseignements susceptibles d'accélérer une enquête au titre du sous-article b).

C) Si une requête déposée au titre du sous-article a):

- i) contient une allégation de l'existence d'un dommage causé par les importations d'un produit agricole ou d'un produit à base d'agrumes périssable qui, à la date à laquelle l'allégation est consignée dans la requête, ont fait l'objet d'une surveillance de la Commission au titre de l'alinéa B) pendant pas moins de 90 jours; et
- ii) contient une demande d'application de mesures de protection provisoires au titre du présent sous-article à l'égard de ces importations, la Commission, au plus tard le 21ème jour suivant la date du dépôt de la demande, établit une détermination, sur la base des renseignements disponibles, quant à la question de savoir si les importations accrues (soit en termes réels soit par rapport à la production nationale) du produit agricole ou du produit à base d'agrumes périssable constituent ou menacent de constituer une cause substantielle de dommage grave pour la branche de production nationale produisant un produit agricole ou un produit à base d'agrumes périssable similaire ou directement concurrent, et si:

- I) le dommage grave risque d'être difficilement réparable en raison du caractère périssable du produit agricole similaire ou directement concurrent; ou
- II) le dommage grave ne peut pas être prévenu à temps par une enquête menée au titre du sous-article b) et par la mesure prise au titre de l'article 203.

D) A la demande de la Commission, le Secrétaire à l'agriculture communique dans les moindres délais à la Commission tout renseignement pertinent dont le Département de l'agriculture peut disposer, aux fins de l'établissement de déterminations et de constatations au titre du présent sous-article.

E) Chaque fois que la Commission établit une détermination préliminaire positive au titre du sous-alinéa C), elle fait une constatation concernant le niveau ou la portée de la mesure de protection provisoire qui est nécessaire pour prévenir ou réparer le dommage grave. Lorsqu'elle applique le présent alinéa, la Commission donne la préférence à la majoration ou à l'imposition d'un droit à l'importation si cette forme de protection est possible et susceptible de prévenir ou réparer le dommage grave.

F) La Commission fait immédiatement rapport au Président sur sa détermination au titre de l'alinéa C) et, si la détermination est positive, sur la constatation au titre de l'alinéa E).

G) Dans les sept jours suivant la réception d'un rapport présenté par la Commission au titre de l'alinéa F) et contenant une détermination positive, le Président, s'il juge une mesure de protection provisoire justifiée et après avoir tenu compte de la détermination de la Commission au titre de l'alinéa E), proclame la mesure de protection provisoire qu'il juge nécessaire pour prévenir ou réparer le dommage grave.

2) A) Quand une requête déposée au titre du sous-article A) contient une allégation de l'existence de circonstances critiques et une demande d'application de mesures de protection provisoires au titre du présent sous-article à l'égard des importations de l'article visé par la requête, la Commission, au plus tard 60 jours après le dépôt de la requête contenant la demande, détermine, sur la base des renseignements disponibles, si:

- i) il y a des éléments de preuve manifestes que des importations accrues (soit en termes réels soit par rapport à la production nationale) de l'article constituent ou menacent de constituer une cause substantielle de dommage grave pour la branche de production nationale produisant un article similaire ou directement concurrent; et
- ii) un retard dans l'adoption de mesures au titre du présent chapitre causerait à ladite branche de production un tort difficilement réparable.

B) Si les déterminations au titre de l'alinéa A) i) et ii) sont positives, la Commission fait une constatation concernant le niveau ou la portée de la mesure de protection provisoire qui est nécessaire pour prévenir ou réparer le dommage grave. Lorsqu'elle applique le présent alinéa, la Commission donne la préférence à la majoration ou à l'imposition d'un droit à l'importation, si cette forme de protection est possible et susceptible de prévenir ou réparer le dommage grave.

C) La Commission fait immédiatement rapport au Président sur ses déterminations au titre de l'alinéa A) i) et ii) et, si les déterminations sont positives, de la constatation au titre de l'alinéa B).

D) Dans les 30 jours suivant la réception d'un rapport présenté par la Commission au titre de l'alinéa C) et contenant une détermination positive au titre de l'alinéa A) i) et ii), le Président, s'il juge une mesure de protection provisoire justifiée et après avoir tenu compte de la constatation de la Commission au titre de l'alinéa B), proclame, pour une période ne devant pas dépasser 200 jours, la mesure de protection provisoire qu'il juge nécessaire pour prévenir ou réparer le dommage grave. Cette mesure prend la forme de la majoration, ou de l'imposition, d'un droit à l'importation, si cette forme de protection est possible et susceptible de prévenir ou réparer le dommage grave.

3) Si une mesure de protection provisoire est proclamée au titre du paragraphe 1 G) ou 2) D) sous la forme de la majoration ou de l'imposition d'un droit, le Président ordonne la suspension de la liquidation en douane de tous les articles importés faisant l'objet de la détermination positive au titre du paragraphe 1) C) ou du paragraphe 2) A), selon le cas, qui sont entrés, ou retirés d'entrepôt, pour mise à la consommation, à la date de la détermination ou après cette date.

4) A) Toute mesure de protection provisoire mise en oeuvre au titre du présent sous-article à l'égard d'un article importé prend fin:

- i) si ladite mesure a été proclamée au titre du paragraphe 1) G) ou 2) D), le jour où la Commission établit une détermination négative au titre de l'article 202 b) concernant le dommage ou la menace de dommage causé par les importations dudit article;
- ii) le jour où la mesure visée à l'article 203 a) 3) A) ou C) prend effet au titre de l'article 203 à l'égard de l'article importé; ou
- iii) le jour où une décision du Président de ne pas prendre de mesure au titre de l'article 203 a) à l'égard de l'article importé devient définitive; ou
- iv) chaque fois que le Président détermine que, du fait d'un changement de circonstances, ladite mesure de protection n'est plus justifiée.

B) Toute suspension de la liquidation ordonnée au titre du paragraphe 3) à l'égard d'un article importé prend fin le jour où la mesure de protection provisoire cesse d'être appliquée au titre de l'alinéa A) à l'égard de l'article.

C) Si la majoration, ou l'imposition, d'un droit qui est proclamée au titre de l'article 203 pour un article importé diffère de la majoration ou de l'imposition d'un droit qui a été proclamée pour ledit article au titre du présent article, le taux de droit appliqué à l'entrée de l'article importé pour lequel la liquidation a été suspendue au titre du paragraphe 3) est le plus faible des deux.

D) Si une mesure de protection provisoire sous la forme d'une majoration, ou de l'imposition, d'un droit est proclamée au titre du présent article à l'égard d'un article importé et que ni une majoration de droit ni une imposition de droit n'est proclamée au titre de l'article 203 concernant ledit article, le taux de droit appliqué à l'entrée de l'article importé pour lequel la liquidation a été suspendue au titre du paragraphe 3) peut être celui qui était en vigueur avant l'adoption de la mesure de protection provisoire.

5) Aux fins du présent sous-article:

A) L'expression "produit à base d'agrumes" désigne les oranges ou pamplemousses transformés ou les jus d'orange ou de pamplemousse, y compris sous forme concentrée.

B) Un produit agricole périssable est tout article agricole, y compris d'origine animale, pour lequel le Représentant pour les questions commerciales internationales juge appropriée l'adoption d'une mesure au titre du présent article, après avoir considéré:

- i) si l'article se caractérise par:
 - I) une durée de conservation courte;
 - II) un cycle végétatif court; ou
 - III) une campagne de commercialisation courte;
- ii) si l'article est réputé être un produit périssable au titre de toute autre loi ou réglementation fédérale; et
- iii) tout autre facteur jugé approprié par le Représentant pour les questions commerciales internationales.

La présence ou l'absence de tout facteur que le Représentant pour les questions commerciales internationales est tenu de prendre en considération au titre de la clause i), ii) ou iii) n'est pas forcément déterminante quant à la question de savoir si un article est un produit agricole périssable.

C) L'expression "mesure de protection provisoire" désigne:

- i) toute majoration ou imposition d'un droit;
- ii) toute modification ou imposition d'une restriction quantitative à l'importation d'un article aux Etats-Unis; ou
- iii) toute combinaison des mesures prévues sous i) ou ii).

e) RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION

1) Si la Commission établit une détermination positive au titre du sous-article b) 1), elle recommande aussi les mesures à prendre qui permettraient de remédier au dommage grave ou à la menace de dommage grave à la branche de production nationale et qui aideraient le plus efficacement la branche de production nationale à opérer un ajustement positif à la concurrence des importations.

2) La Commission est autorisée à recommander en vertu du paragraphe 1):

- A) la majoration ou l'imposition d'un droit de douane sur l'article importé;
- B) l'établissement d'un contingent tarifaire pour l'article;
- C) la modification ou l'imposition d'une restriction quantitative à l'importation de l'article aux Etats-Unis;
- D) une ou plusieurs mesures d'ajustement appropriées, y compris l'apport d'une aide à l'ajustement commercial au titre du chapitre 2; ou
- E) une combinaison des mesures indiquées aux alinéas A) à D).

3) La Commission précise la nature, le niveau et la durée d'application de la mesure qu'elle recommande au titre du paragraphe 1). Les restrictions énoncées à l'article 203 e) sont applicables à la mesure recommandée par la Commission.

4) Outre la recommandation formulée au titre du paragraphe 1), la Commission peut aussi recommander au Président:

A) d'engager des négociations internationales en vue de remédier à la cause fondamentale de l'accroissement des importations de l'article ou d'atténuer de toute autre manière le dommage ou la menace de dommage; ou

B) de mettre en oeuvre toute autre mesure autorisée par la loi qui pourrait faciliter un ajustement positif à la concurrence des importations.

5) Aux fins de formuler ses recommandations au titre du présent sous-article, la Commission:

A) tient, avec un préavis raisonnable, une audition publique à laquelle toutes les parties intéressées ont la possibilité de présenter des témoignages et des éléments de preuve; et

B) prend en considération:

- i) la forme et le niveau de la mesure indiquée au paragraphe 2 A), B) et C) qui permettrait de prévenir ou de réparer le dommage ou la menace de dommage;
- ii) les objectifs et mesures énoncés dans le plan d'ajustement présenté le cas échéant au titre du sous-article a) 4);
- iii) tout engagement individuel qui lui est présenté au titre du sous-article a) 6);
- iv) tout renseignement mis à sa disposition concernant les conditions de concurrence sur les marchés national et mondial, et l'évolution probable de la situation qui aurait une incidence sur ces conditions pendant la période pour laquelle une mesure est demandée; et
- v) la possibilité que des négociations internationales contribuent à remédier au dommage ou à la menace de dommage, ou à faciliter l'ajustement.

6) Seuls les membres de la Commission qui ont approuvé la détermination positive visée au sous-article b) sont habilités à voter sur la recommandation prescrite au paragraphe 1) ou qui peut être formulée au titre du paragraphe 3). Les membres de la Commission qui n'ont pas approuvé la détermination positive peuvent exposer, dans le rapport prescrit au sous-article f), des opinions individuelles sur la mesure qu'il conviendrait de prendre, le cas échéant, au titre de l'article 203.

f) RAPPORT DE LA COMMISSION

1) La Commission fait rapport au Président sur chaque enquête effectuée au titre du sous-article b). Le rapport est présenté aussitôt que possible mais au plus tard 180 jours (240 jours si l'existence de circonstances critiques est alléguée dans la requête) suivant la date à laquelle la requête est déposée, la demande ou la résolution reçue, ou l'initiative de l'enquête prise, selon le cas.

2) La Commission inclut dans le rapport prescrit au paragraphe 1) les éléments suivants:

A) la détermination établie au titre du sous-article b) et l'explication du fondement de ladite détermination;

B) si la détermination au titre du sous-article b) est positive, les recommandations concernant les mesures à prendre au titre du sous-article e) et une explication du fondement de chaque recommandation;

C) toute opinion dissidente ou individuelle des membres de la Commission concernant la détermination et toute recommandation visée aux alinéas A) et B);

D) les constatations à inclure dans le rapport conformément au sous-article c) 2);

E) une copie du plan d'ajustement présenté, le cas échéant, au titre de l'article 201 b) 4);

F) les engagements présentés, et les renseignements obtenus par la Commission, au sujet des dispositions que les entreprises et travailleurs de la branche de production nationale prennent ou prévoient de prendre pour faciliter un ajustement positif à la concurrence des importations;

G) une description:

i) des effets à court et à long terme que la mise en oeuvre de la mesure recommandée au titre du sous-article e) aura probablement sur la branche de production nationale requérante, d'autres branches de production nationales et les consommateurs; et

ii) des effets à court et à long terme de la non-adoption de la mesure recommandée sur la branche de production nationale requérante, ses travailleurs et les collectivités du lieu où se trouvent ses unités de production, ainsi que sur d'autres branches de production nationales.

3) La Commission, après avoir présenté son rapport au Président conformément au paragraphe 1), le met promptement à la disposition du public (à l'exclusion des renseignements confidentiels obtenus au titre de l'article 202 a) 6 B) et de toute autre information qu'elle juge confidentielle) et en fait publier un résumé au Federal Register.

g) EXAMEN ACCELERE DES DEMANDES D'AIDE A L'AJUSTEMENT

Si la Commission établit une détermination positive au titre du sous-article b) 1), elle en notifie promptement le Secrétaire au travail et le Secrétaire au commerce. Après réception de cette notification:

1) le Secrétaire au travail examine avec diligence les demandes présentées par les travailleurs de la branche de production nationale en vue de faire certifier qu'ils sont admis à solliciter une aide à l'ajustement au titre du chapitre 2;

2) le Secrétaire au commerce examine avec diligence les demandes présentées par les entreprises de la branche de production nationale en vue de faire certifier qu'elles sont admises à solliciter une aide à l'ajustement au titre du chapitre 3.

h) RESTRICTIONS CONCERNANT LES ENQUETES

1) Sauf motif valable dont l'existence est déterminée par la Commission, aucune enquête aux fins du présent article n'a lieu au sujet d'une question ayant déjà fait l'objet d'une enquête effectuée

antérieurement en application du présent chapitre, à moins qu'une année ne se soit écoulée depuis que la Commission a présenté au Président son rapport sur les résultats de ladite enquête antérieure.

2) Aucune enquête nouvelle n'est effectuée au sujet d'un article faisant ou ayant fait l'objet d'une mesure prise au titre de l'article 203 a) 3) A), B), C), ou E) si le dernier jour où le Président pourrait prendre une mesure au titre de l'article 203 dans le cadre de la nouvelle enquête est antérieur à la date autorisée à l'article 203 e) 7).

3) A) Au plus tard à la date à laquelle l'Accord sur les textiles entre en vigueur pour les Etats-Unis, le Secrétaire au commerce publie au Federal Register la liste de tous les articles visés par cet accord. Une enquête ne peut avoir lieu au titre du présent article au sujet des importations de tout article visé par l'Accord sur les textiles que si les Etats-Unis ont intégré ledit article dans le cadre du GATT de 1994 en vertu de l'Accord sur les textiles, conformément aux avis publiés au Federal Register par le Secrétaire au commerce, y compris l'avis publié en application de l'article 331 de la Loi sur les accords du Cycle d'Uruguay.

B) Aux fins du présent paragraphe:

- i) l'expression "Accord sur les textiles" s'entend de l'Accord sur les textiles et les vêtements mentionné à l'article 101 d) 4) de la Loi sur les accords du Cycle d'Uruguay;
- ii) l'expression "GATT de 1994" a le sens qui lui est donné à l'article 2 1) B) de la Loi sur les accords du Cycle d'Uruguay.

i) DIVULGATION LIMITEE DE RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX CONFIDENTIELS EN VERTU D'UNE ORDONNANCE CONSERVATOIRE

La Commission promulgue des règlements permettant aux représentants agréés des parties intéressées qui sont parties à une enquête au titre du présent article d'accéder à des renseignements commerciaux confidentiels en vertu d'une ordonnance conservatoire (19 U.S.C. 2252).

ARTICLE 203 MESURE PRISE PAR LE PRESIDENT APRES LA DETERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE CAUSE PAR LES IMPORTATIONS

a) REGLE GENERALE

1) A) Après réception d'un rapport au titre de l'article 202 f) contenant une constatation positive quant à l'existence d'un dommage grave, ou d'une menace de dommage grave, à une branche de production nationale, le Président prend toutes les mesures possibles et appropriées en son pouvoir, qu'il estime susceptibles d'aider la branche de production nationale à opérer un ajustement positif à la concurrence des importations, et dont les avantages économiques et sociaux seront supérieurs aux coûts.

B) La mesure prise par le Président au titre de l'alinéa A) s'applique, sous réserve du sous-article e) 1), dans la mesure et pour la durée que le Président juge possibles et appropriées conformément audit alinéa.

C) L'organisation commerciale interinstitutions établie en application de l'article 242 a) de la Loi de 1962 sur l'expansion du commerce formule, au sujet de chaque détermination positive

contenue dans le rapport présenté au titre de l'article 202 f), une recommandation au Président concernant la mesure que celui-ci devrait prendre au titre de l'alinéa A).

2) Pour déterminer les mesures à prendre au titre du paragraphe 1), le Président prend en considération:

- A) la recommandation et le rapport de la Commission;
- B) la mesure dans laquelle les travailleurs et entreprises de la branche de production nationale:
 - i) bénéficient d'une aide à l'ajustement et d'autres programmes en faveur de la main-d'oeuvre; et
 - ii) entreprennent des activités de recyclage professionnel;
- C) les efforts déployés ou envisagés par la branche de production nationale (notamment les activités prévues dans un plan d'ajustement ou engagement communiqué à la Commission au titre de l'article 202 a)) en vue d'un ajustement positif à la concurrence des importations;
- D) l'efficacité probable des mesures autorisées au titre du paragraphe 3) pour ce qui est de faciliter un ajustement positif à la concurrence des importations;
- E) le rapport entre les avantages et les coûts économiques et sociaux à court et à long terme des mesures autorisées au titre du paragraphe 3, et d'autres facteurs liés à la place occupée par la branche de production nationale dans l'économie des Etats-Unis;
- F) d'autres facteurs liés aux intérêts économiques nationaux des Etats-Unis, notamment mais pas exclusivement:
 - i) les coûts économiques et sociaux qui résulteraient pour les contribuables, les collectivités et les travailleurs de l'absence de mesure de protection contre les importations au titre du présent chapitre;
 - ii) les conséquences de la mise en oeuvre des mesures prises au titre du présent article pour les consommateurs et pour la concurrence sur les marchés nationaux des articles en question; et
 - iii) l'incidence sur les branches de production et entreprises des Etats-Unis des obligations internationales en matière de compensation;
- G) la mesure dans laquelle les exportations d'autres pays sont détournées vers le marché des Etats-Unis en raison de restrictions appliquées par d'autres pays;
- H) les possibilités de contourner une mesure prise au titre du présent article;
- I) les intérêts liés à la sécurité nationale des Etats-Unis; et
- J) les facteurs que la Commission est tenue d'examiner conformément à l'article 202 e) 5).

- 3) Le Président peut, aux fins de l'adoption d'une mesure au titre du paragraphe 1):
- A) proclamer la majoration ou l'imposition d'un droit de douane sur l'article importé;
 - B) proclamer l'établissement d'un contingent tarifaire pour l'article;
 - C) proclamer la modification ou l'imposition d'une restriction quantitative à l'importation de l'article aux Etats-Unis;
 - D) mettre en oeuvre une ou plusieurs mesures d'ajustement appropriées, y compris l'apport d'une aide à l'ajustement commercial en vertu du chapitre 2;
 - E) négocier, conclure et mettre en oeuvre des accords avec d'autres pays pour limiter les exportations de ces pays et l'importation aux Etats-Unis de l'article en question;
 - F) proclamer les procédures nécessaires pour répartir entre les importateurs, par adjudication de licences d'importation, les quantités d'importations autorisées de l'article aux Etats-Unis;
 - G) engager des négociations internationales en vue de remédier à la cause fondamentale de l'accroissement des importations de l'article ou atténuer de toute autre manière le dommage ou la menace de dommage;
 - H) présenter au Congrès des propositions de loi visant à aider la branche de production nationale à opérer un ajustement positif à la concurrence des importations;
 - I) prendre toute autre mesure qu'il est autorisé à adopter par la loi et qu'il considère possible et appropriée aux fins du paragraphe 1); et
 - J) combiner les mesures énumérées aux alinéas A) à I).
- 4) A) Sous réserve de l'alinéa B), le Président prend une mesure au titre du paragraphe 1) dans les 60 jours (50 jours s'il a proclamé une mesure de protection provisoire au titre de l'article 202 d) 2) D) pour le produit en question) après réception d'un rapport de la Commission contenant une détermination positive au titre de l'article 202 b) 1) (ou une détermination au titre dudit article qu'il considère comme une détermination positive en vertu de l'article 330 d) de la Loi douanière de 1930).
- B) Si un rapport complémentaire est requis au titre du paragraphe 5), le Président prend une mesure au titre du paragraphe 1) dans les 30 jours après réception dudit rapport, excepté que, s'il a proclamé une mesure de protection provisoire en vertu de l'article 202 d) 2) D) pour l'article en question, il ne peut pas prendre de mesure au titre du paragraphe 1) après le 200ème jour suivant la date à laquelle la mesure de protection provisoire a été proclamée.
- 5) Le Président peut, dans les 15 jours suivant la date à laquelle il reçoit un rapport de la Commission contenant une détermination positive au titre de l'article 202 b) 1), demander à celle-ci des renseignements additionnels. La Commission fournit, aussitôt que possible mais en tout cas au plus tard 30 jours après avoir reçu la demande du Président, des renseignements additionnels sur la branche de production dans un rapport complémentaire.

b) RAPPORTS AU CONGRES

1) Le jour où il prend une mesure au titre du sous-article a) 1), le Président transmet au Congrès un document décrivant la mesure prise et les raisons motivant celle-ci. Si la mesure qu'il a prise diffère de celle que la Commission a recommandée conformément à l'article 202 e) 1), le Président expose de façon détaillée les raisons de cette divergence.

2) Le jour où il décide qu'aucune mesure possible et appropriée ne peut être prise au titre du sous-article a) 1) au sujet d'une branche de production nationale, le Président transmet au Congrès un document dans lequel il expose de façon détaillée les raisons de cette décision.

3) Le jour où il prend une mesure au titre du sous-article a) 1) qui ne fait pas l'objet d'un rapport au titre du paragraphe 1), le Président transmet au Congrès un document dans lequel il indique la mesure prise et les raisons motivant celle-ci.

c) MISE EN OEUVRE DE LA MESURE RECOMMANDEE PAR LA COMMISSION

Si le Président fait savoir au titre du sous-article b) 1) ou 2):

1) que la mesure prise au titre du sous-article a) 1) diffère de la mesure recommandée par la Commission au titre de l'article 202 e) 1); ou

2) qu'aucune mesure n'est prise au titre du sous-article a) 1) au sujet de la branche de production nationale;

la mesure recommandée par la Commission prend effet (conformément aux dispositions du sous-article d) 2)) au moment de la promulgation d'une résolution conjointe au sens de l'article 152 a) 1) A) dans un délai de 90 jours à compter de la date à laquelle le document mentionné au sous-article b) 1) ou 2) est transmis au Congrès.

d) DELAI IMPARTI POUR L'ENTREE EN VIGUEUR DE CERTAINES MESURES DE PROTECTION

1) Sous réserve des dispositions du paragraphe 2), toute mesure visée au sous-article a) 3) A), B) ou C), qui est prise au titre du sous-article a) 1), prend effet dans les 15 jours suivant la date à laquelle le Président a proclamé la mesure, à moins que celui-ci n'annonce, le jour où il décide de prendre ladite mesure, son intention de négocier un ou plusieurs accords au sens du sous-article a) 3) E), auquel cas la mesure prise au titre du sous-article a) 3) A), B) ou C) est proclamée et prend effet dans les 90 jours suivant la date de ladite décision.

2) Si le cas prévu au sous-article c) se produit, le Président, dans les 30 jours suivant la date de la promulgation de la résolution conjointe mentionnée audit sous-article, proclame la mesure recommandée par la Commission au titre de l'article 202 e) 1).

e) RESTRICTIONS CONCERNANT LES MESURES

1) A) Sous réserve des dispositions de l'alinéa B), la durée de la période pendant laquelle une mesure prise au titre du présent article peut rester en vigueur ne dépasse pas quatre ans. Cette période comprend, le cas échéant, celle pendant laquelle la mesure de protection provisoire prise au titre de l'article 202 d) est d'application.

- B) i) Sous réserve de la clause ii), le Président, après avoir reçu une détermination positive de la Commission au titre de l'article 204 c) (ou, si les avis sont partagés à égalité dans la détermination de la Commission, une détermination qu'il considère comme détermination positive de la Commission), peut prolonger la durée de validité de toute mesure prise en vertu du présent article s'il détermine:
 - I) que la mesure reste nécessaire pour prévenir ou réparer le dommage grave; et
 - II) qu'il y a des éléments de preuve selon lesquels la branche de production nationale opère un ajustement positif à la concurrence des importations.
 - ii) La durée de validité de toute mesure prise en vertu du présent article, y compris les prorogations éventuelles, ne peut pas dépasser au total huit ans.
- 2) Une mesure de la même nature que celles qui sont décrites au sous-article a) 3) A), B) ou C) peut uniquement être prise au titre du sous-article a) 1), de l'article 202 d) 1) G), ou de l'article 202 d) 2) D) pour autant que son incidence cumulée ne dépasse pas ce qui est nécessaire pour prévenir ou réparer le dommage grave.
- 3) Aucune mesure ne peut être prise au titre du présent article si elle a pour effet de porter le taux de droit majoré (ou d'imposer un taux de droit) à un niveau qui dépasse de plus de 50 pour cent ad valorem le taux existant (le cas échéant) au moment où la mesure est prise.
- 4) Toute mesure prise au titre du présent article qui consiste à proclamer une restriction quantitative doit permettre l'importation de l'article pour une quantité ou valeur non inférieure à la quantité ou valeur moyenne des importations dudit article aux Etats-Unis au cours des trois dernières années qui sont représentatives des importations de cet article et pour lesquelles des données sont disponibles, à moins que le Président ne constate qu'une quantité ou valeur d'importation différente est clairement justifiée afin de prévenir ou de réparer le dommage grave.
- 5) Une mesure au sens du sous-article a) 3) A), B) ou C) dont la durée de validité dépasse un an sera réduite progressivement à intervalles réguliers au cours de la période pendant laquelle elle est d'application.
- 6) A) La suspension résultant de toute mesure prise au titre du présent article pour:
- i) la sous-position 9802.00.60 ou 9802.00.80 du Tarif douanier harmonisé des Etats-Unis en ce qui concerne un article; et
 - ii) la désignation de tout article comme article réunissant les conditions requises aux fins du titre V;

est considérée comme une majoration de droit.

B) Aucune proclamation prévoyant une mesure de suspension au sens de l'alinéa A) au sujet d'un article quelconque ne peut être faite par le Président ni ladite suspension recommandée par la Commission au titre de l'article 202 e), à moins que la Commission, outre une détermination positive

établie au titre de l'article 202 b) 1), ne détermine au cours de son enquête au titre de l'article 202 b) que le dommage grave, ou la menace de dommage grave, causé substantiellement par les importations à la branche de production nationale qui produit un article similaire ou directement concurrent, résulte, selon le cas:

- i) de l'application de la sous-position 9802.00.60 ou 9802.00.80 du Tarif douanier harmonisé des Etats-Unis; ou
- ii) de la désignation de l'article comme article réunissant les conditions requises aux fins du titre V.

7) A) Si un article fait l'objet d'une mesure prise au titre de l'alinéa A), B), C) ou E) du sous-article a) 3), aucune mesure nouvelle ne peut être prise en vertu de l'un quelconque de ces alinéas pour ledit article pendant:

- i) une période commençant à la date à laquelle la mesure antérieure prend fin, qui est égale à la durée de validité de la mesure antérieure; ou
- ii) une période de deux ans à compter de la date à laquelle la mesure antérieure prend fin;

la période applicable étant la plus longue des deux.

B) Nonobstant l'alinéa A), si la mesure antérieure prise au titre de l'alinéa A), B), C) ou E) du sous-article a) 3) au sujet d'un article est restée en vigueur pendant 180 jours ou moins, le Président peut prendre une nouvelle mesure au titre de l'un quelconque de ces alinéas au sujet dudit article si:

- i) une année au moins s'est écoulée depuis que la mesure antérieure a pris effet; et
- ii) aucune mesure visée à l'un quelconque de ces alinéas n'a été prise au sujet dudit article plus de deux fois pendant les cinq années précédant immédiatement la date à laquelle la nouvelle mesure concernant ledit article prend effet pour la première fois.

f) CERTAINS ACCORDS

1) Si le Président prend une mesure au titre du présent article, autre qu'une mesure liée à la mise en application d'accords du type visé au sous-article a) 3) E), il peut, après que cette mesure a pris effet, négocier des accords du type visé au sous-article a) 3) E) et, après l'entrée en vigueur de tels accords, il peut suspendre ou abroger, en totalité ou en partie, toute mesure prise auparavant.

2) Si un accord mis en application en vertu du sous-article a) 3) E) est inopérant, le Président peut, compte tenu des limitations énoncées au sous-article e), prendre des mesures additionnelles au titre du sous-article a).

g) REGLEMENTATIONS

1) Le Président assure, par voie de réglementation, l'application efficace et équitable de toutes les mesures prises en vertu du présent chapitre afin d'assurer une protection contre les importations.

2) Afin d'appliquer un accord international conclu en vertu du présent chapitre, le Président peut établir des réglementations régissant l'entrée ou le retrait d'entrepôt d'articles visés par un tel accord. En outre, afin d'appliquer tout accord du type visé au sous-article a) 3) E), conclu en vertu du présent chapitre avec un ou plusieurs pays dont sont originaires une majeure partie des importations effectuées par les Etats-Unis de l'article visé par ledit accord, y compris les importations dans une vaste zone géographique des Etats-Unis, le Président peut établir des réglementations régissant l'entrée ou le retrait d'entrepôt d'articles similaires produits par des pays non parties audit accord.

3) Les réglementations établies au titre du présent sous-article doivent, dans la mesure du possible et conformément au principe d'une application efficace et équitable, offrir une garantie contre un partage inéquitable des importations entre un nombre relativement faible des principaux importateurs (19 U.S.C. 2253).

ARTICLE 204 SURVEILLANCE, MODIFICATION ET ABROGATION D'UNE MESURE

a) SURVEILLANCE

1) Aussi longtemps qu'une mesure quelconque prise au titre de l'article 203 reste en vigueur, la Commission doit surveiller l'évolution de la situation de la branche de production nationale, notamment les progrès réalisés et les efforts spécifiques déployés par les travailleurs et les entreprises de cette branche de production en vue de procéder à un ajustement positif à la concurrence des importations.

2) Si la période initiale d'application d'une mesure prise au titre de l'article 203 dépasse trois ans, la Commission présente au Président et au Congrès un rapport sur les résultats et la surveillance exercée au titre du paragraphe 1) et ce au plus tard à la date correspondant au milieu de la période initiale, et de toute prolongation de cette période, durant laquelle la mesure est en vigueur.

3) Lors de l'élaboration de chaque rapport au titre du paragraphe 2), la Commission procède à une audition à laquelle les personnes intéressées ont des possibilités raisonnables d'assister, de présenter des éléments de preuve et de faire connaître leurs vues.

4) Sur demande du Président, la Commission donne au Président son avis quant aux effets économiques probables sur la branche de production concernée de tout allègement, toute modification ou abrogation de la mesure prise au titre de l'article 203 qui est à l'examen.

b) ALLEGEMENT, MODIFICATION ET ABROGATION D'UNE MESURE

1) Le Président peut alléger, modifier ou abroger une mesure prise au titre de l'article 203 (mais pas avant d'avoir reçu le rapport requis au titre du sous-article a) 2) A)) si:

A) Après avoir pris en considération tout rapport ou tout avis présenté par la Commission au titre du sous-article a) et après avoir demandé l'avis du Secrétaire au commerce et du Secrétaire au travail, il détermine, en se fondant sur l'un ou l'autre des faits suivants:

- i) la branche de production nationale n'a pas déployé des efforts adéquats pour procéder à un ajustement positif à la concurrence des importations; ou
- ii) l'efficacité des mesures prises au titre de l'article 203 a été entravée par un changement dans les circonstances économiques;

qu'un changement dans les circonstances justifie un tel allègement ou une telle abrogation ou

B) détermine, après qu'une majorité des représentants de la branche de production nationale a présenté une requête visant à ce qu'il soit procédé sur ces bases à un tel allègement, à une telle modification ou à une telle abrogation, que la branche de production nationale a procédé à un ajustement positif à la concurrence des importations.

2) Nonobstant le paragraphe 1), le Président est habilité à prendre les mesures additionnelles au titre du sous-article 203 qui peuvent être nécessaires pour empêcher tout contournement de toute mesure prise antérieurement en vertu dudit article.

3) Nonobstant le paragraphe 1), le Président peut, après avoir reçu une détermination de la Commission au titre de l'article 129 a) 4) de la Loi sur les accords du Cycle d'Uruguay et après avoir consulté la Commission des voies et moyens de la Chambre des représentants et la Commission des finances du Sénat, alléger, modifier ou abroger une mesure prise au titre de l'article 203.

c) RECONDUCTION D'UNE MESURE

1) Sur demande du Président ou sur requête déposée au nom de la branche de production concernée auprès de la Commission au plus tôt neuf mois, et au plus tard six mois, avant la date à laquelle une mesure prise en vertu de l'article 203 doit prendre fin, la Commission procède à une enquête pour déterminer si une mesure prise en vertu de l'article 203 continue d'être nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et s'il existe des éléments de preuve que la branche de production procède à un ajustement positif à la concurrence des importations.

2) La Commission publie au Federal Register un avis d'ouverture de toute procédure au titre du présent sous-article et procède ensuite, dans un délai raisonnable, à une audition publique à laquelle elle donne aux parties intéressées et aux consommateurs la possibilité d'assister, de présenter des éléments de preuve et de répondre aux exposés des autres parties et des consommateurs et de faire connaître leurs vues de toute autre manière.

3) La Commission transmet au Président un rapport sur son enquête et sa détermination au titre du présent sous-article au plus tard 60 jours avant que la mesure prise au titre de l'article 203 ne prenne fin, à moins que le Président ne spécifie une autre date.

d) EVALUATION DE L'EFFICACITE D'UNE MESURE

1) Après qu'une mesure quelconque prise en vertu de l'article 203 a pris fin, la Commission évalue l'efficacité des mesures pour ce qui est de faciliter un ajustement positif de la branche de production nationale à la concurrence des importations, compte tenu des raisons énoncées par le Président dans le rapport présenté au Congrès en vertu de l'article 203 b).

2) Au cours de l'évaluation effectuée en vertu du paragraphe 1), la Commission, après publication dans un délai raisonnable d'un avis au public, procède à une audition sur l'efficacité de la mesure. Toutes les parties intéressées doivent avoir la possibilité d'assister à cette audition et d'y présenter des éléments de preuve ou des témoignages.

3) Un rapport sur l'évaluation effectuée en vertu du paragraphe 1) et sur l'audition organisée en vertu du paragraphe 2) doit être présenté par la Commission au Président et au Congrès au plus tard 180 jours après la date à laquelle la mesure prise au titre de l'article 203 a pris fin.

e) AUTRES DISPOSITIONS

1) Le Président est habilité à prendre une mesure au titre du présent chapitre sans tenir compte des dispositions de l'article 126 a) de la présente loi, mais seulement après examen de la relation entre cette mesure et les obligations internationales des Etats-Unis.

2) Si la Commission considère comme branche de production nationale la production qui est située dans une vaste zone géographique des Etats-Unis en vertu de l'article 202 c) 4) C), le Président doit tenir compte de la concentration géographique de la production nationale et des importations dans cette zone pour prendre toute mesure autorisée en vertu du paragraphe 1). (19 U.S.C. 2254)

ARTICLE 330 d) DE LA LOI DOUANIERE DE 1930¹

d) EFFET D'UN PARTAGE DES VOIX DANS CERTAINS CAS

1) Lorsque dans une procédure au cours de laquelle la Commission est chargée de déterminer:

A) en vertu de l'article 2252 du présent titre, si l'accroissement des importations d'un article constitue une cause substantielle de dommage grave, ou de menace de dommage grave au sens du sous-article b) 1) dudit article (ci-après dénommé dans le présent sous-article "dommage grave") ou

B) en vertu de l'article 2436 du présent titre, s'il existe une désorganisation du marché,

et que les voix des commissaires votants sont également partagées concernant une telle détermination, la détermination approuvée par l'un ou l'autre groupe de commissaires peut être considérée par le Président comme la détermination de la Commission.

2) Si en vertu de l'article 2252 b) ou 2436 du présent titre la Commission a établi une détermination positive, ou une détermination que le Président peut considérer comme positive en vertu du paragraphe 1), selon laquelle il existe un dommage grave ou une désorganisation du marché, respectivement, et qu'il ne se dégage aucune majorité des commissaires votants pour approuver une constatation ou une recommandation visée à l'article 2252 e) 1) du présent titre ou la constatation visée à l'article 2436 a) 3) du présent titre, selon le cas (ci-après dénommée dans le présent sous-article "constatation concernant la mesure corrective"), dans ce cas:

A) si une majorité d'au moins trois commissaires votants approuve une constatation concernant la mesure corrective, cette constatation est, aux fins de l'article 2253 du présent titre, considérée comme une constatation concernant la mesure corrective de la Commission, ou

B) si deux groupes, comprenant tous deux au moins trois commissaires, approuvent chacun une constatation concernant la mesure corrective et que le Président indique en vertu de l'article 2254 a) du présent titre que:

i) il prend la mesure approuvée par l'un de ces deux groupes, la constatation approuvée par l'autre groupe est, aux fins de l'article 2253 du présent titre, considérée comme la constatation concernant la mesure corrective de la Commission, ou que

ii) il prend une mesure qui diffère de celle approuvée par les deux groupes ou qu'il ne prendra aucune mesure, la constatation concernant la mesure corrective approuvée par l'un ou l'autre groupe peut être considérée par le Congrès comme la constatation concernant la mesure corrective de la Commission et est, aux fins de l'article 2253 du présent titre, considérée comme la constatation concernant la mesure corrective de la Commission.

3) Dans toute procédure à laquelle s'applique le paragraphe 1) dans laquelle il y a partage égal des voix des commissaires votants sur une détermination concernant l'existence d'un dommage grave ou d'une désorganisation du marché, la Commission notifie au Président la détermination de chaque

¹19 U.S.C. 1330 d). Les citations sont extraites du Titre 19 du Code des Etats-Unis.

groupe de commissaires. Dans toute procédure à laquelle s'applique le paragraphe 2, la Commission notifie au Président la constatation concernant la mesure corrective de chaque groupe de commissaires votants.

4) Dans une affaire à laquelle s'applique le paragraphe 2) B) ii), aux fins de l'article 2253 a) du présent titre, nonobstant l'article 2192 a) 1) A) du présent titre, le deuxième espace laissé en blanc de la résolution conjointe visée audit article 2192 a) 1) A) doit être rempli en indiquant la date appropriée et la mention suivante: "La mesure qui est mise en vigueur en vertu de l'article 203 c) 1) de la Loi sur le commerce de 1974 est la constatation ou la recommandation approuvée par les commissaires _____, _____, et _____." Les trois espaces laissés en blanc doivent être remplis en indiquant le nom des commissaires en question.

5) Chaque fois que dans une affaire dans laquelle la Commission est habilitée à effectuer une enquête, de sa propre initiative, sur plainte ou sur demande d'une partie intéressée, la moitié des commissaires votants conviennent que l'enquête doit avoir lieu, une telle enquête est effectuée conformément aux dispositions légales applicables en l'espèce. Chaque fois que la Commission est habilitée à procéder à des auditions dans le cours d'une enquête et que la moitié des commissaires votants conviennent que des auditions doivent avoir lieu, de telles auditions ont lieu conformément aux dispositions légales applicables en l'espèce.

LOI PORTANT MODALITES D'APPLICATION DE L'ACCORD
DE LIBRE-ECHANGE NORD-AMERICAIN

[Note: "l'Accord" auquel il est fait référence s'entend de l'ALENA]

- 311. Incidence des articles provenant d'un pays de l'ALENA dans les cas de protection contre les importations au titre de la Loi sur le commerce de 1974.
- 312. Mesures présidentielles concernant les importations provenant d'un pays de l'ALENA.
- 316. Surveillance.
- 317. Procédures relatives à la conduite des enquêtes de la Commission du commerce international.

PARTIE 2 - PROTECTION CONTRE LES IMPORTATIONS PROVENANT
DE TOUS LES PAYS

311. Incidence des articles provenant d'un pays de l'ALENA dans les cas de protection contre les importations au titre de la Loi sur le commerce de 1974.²

a) REGLE GENERALE

Si, dans le cadre d'une enquête ouverte en vertu de la partie 1 du sous-chapitre II du chapitre 12 du présent titre, la Commission du commerce international établit une détermination positive (ou une détermination que le Président peut considérer comme positive au titre de ladite partie en vertu de l'article 1330 d) du présent titre), la Commission du commerce international doit également déterminer (et faire rapport au Président au moment où une telle détermination sur l'existence d'un dommage est présentée au Président) si:

- 1) les importations de l'article provenant d'un pays de l'ALENA, considéré individuellement, représentent une part substantielle des importations totales; et
- 2) les importations de l'article provenant d'un pays de l'ALENA, considéré individuellement ou, dans des circonstances exceptionnelles, les importations provenant des pays de l'ALENA considérés collectivement, contribuent de façon importante au dommage grave ou à la menace de dommage grave, causé par les importations.

b) FACTEURS

1) Part substantielle des importations

Pour déterminer si les importations provenant d'un pays de l'ALENA, considéré individuellement, représentent une part substantielle des importations totales, en règle générale on estime que de telles importations ne représentent pas une part substantielle des importations totales si ce pays ne figure pas parmi les cinq plus importants fournisseurs de l'article faisant l'objet de l'enquête, sur la base de sa part dans les importations effectuées durant la période de trois ans la plus récente.

²19 U.S.C. 3371.

2) Application du critère de la "contribution importante"

Pour déterminer si les importations provenant d'un ou de plusieurs pays de l'ALENA contribuent de façon importante au dommage grave ou à la menace de dommage grave, la Commission du commerce international examine des facteurs tels que le changement dans la part du ou des pays de l'ALENA dans les importations ainsi que le niveau et la modification du niveau des importations provenant de ce ou ces pays. Pour l'application de ce qui précède, on ne considère pas que les importations provenant d'un ou de plusieurs pays de l'ALENA contribuent de façon importante à un dommage grave ou à une menace de dommage grave si le rythme de croissance des importations provenant de ce ou ces pays durant la période au cours de laquelle un accroissement dommageable des importations s'est produit est sensiblement plus faible que le rythme de croissance des importations totales provenant de toutes origines durant la même période.

c) DEFINITION

Aux fins du présent article et de l'article 3372 a) du présent titre, l'expression "contribue de façon importante" fait référence à une cause importante, mais pas nécessairement à la cause la plus importante.

312. Mesures présidentielles concernant les importations provenant d'un pays de l'ALENA³

a) REGLE GENERALE

Pour déterminer s'il convient de prendre une mesure au titre de la partie 1 du sous-chapitre II du chapitre 12 du présent titre concernant les importations provenant d'un pays de l'ALENA, le Président doit établir si:

1) les importations provenant de ce pays, considéré individuellement, représentent une part substantielle des importations totales; ou

2) les importations provenant d'un pays de l'ALENA, considéré individuellement, ou dans des circonstances exceptionnelles les importations provenant des pays de l'ALENA, considérés collectivement, contribuent de façon importante au dommage grave ou à la menace de dommage grave, dont l'existence a été établie par la Commission du commerce international.

b) EXCLUSION DES IMPORTATIONS PROVENANT D'UN PAYS DE L'ALENA

Pour déterminer la nature et la portée de la mesure à prendre au titre de la partie 1 du sous-chapitre II du chapitre 12 du présent titre, le Président doit exclure d'une telle mesure les importations provenant d'un pays de l'ALENA s'il établit une détermination négative au titre du sous-article a) 1) ou 2) concernant les importations provenant de ce pays.

c) MESURE PRISE APRES EXCLUSION DES IMPORTATIONS PROVENANT D'UN PAYS DE L'ALENA

1) Règle générale

Si le Président, en vertu du sous-article b), exclut les importations provenant d'un ou de plusieurs pays de l'ALENA pour prendre une mesure au titre de la partie 1 du sous-chapitre II du chapitre 12

³19 U.S.C 3372.

du présent titre mais détermine par la suite qu'une poussée soudaine des importations provenant de ce ou de ces pays nuit à l'efficacité de la mesure prise:

A) il peut prendre les dispositions appropriées au titre de ladite partie 1 pour inclure ces importations dans la mesure prise; et

B) toute entité représentative d'une branche de production pour laquelle une telle mesure est prise peut demander à la Commission du commerce international d'effectuer une enquête sur la poussée soudaine de ces importations.

2) Enquête

Lorsqu'elle est saisie d'une demande au titre du paragraphe 1) B), la Commission du commerce international doit effectuer une enquête pour déterminer si une poussée soudaine de ces importations nuit à l'efficacité de la mesure prise. La Commission du commerce international présente les conclusions de son enquête au Président au plus tard 30 jours après avoir reçu la demande.

3) Définition

Aux fins du présent sous-article, le terme "poussée soudaine" s'entend d'un accroissement important des importations par rapport à la normale au cours d'une période de référence représentative récente.

d) CONDITION APPLICABLE AUX RESTRICTIONS QUANTITATIVES

Toute mesure prise au titre du présent article pour interdire une restriction quantitative doit autoriser l'importation d'une certaine quantité ou valeur de l'article qui ne soit pas inférieure à la quantité ou à la valeur des importations dudit article aux Etats-Unis durant la période représentative des importations de cet article la plus récente, compte tenu d'une croissance raisonnable.

316. Surveillance⁴

Afin de faciliter une enquête concernant les mesures de protection provisoires au titre de la présente partie ou de l'article 2252 du présent titre concernant:

1) les tomates, à l'état frais ou réfrigéré, relevant de la sous-position 0702.00.00 du tarif douanier harmonisé; et

2) les piments, à l'état frais ou réfrigéré, autres que les piments rouges, relevant de la sous-position 0709.60.00 du tarif douanier harmonisé,

la Commission du commerce international doit, jusqu'au 1er janvier 2009, surveiller les importations de ces marchandises comme si les demandes appropriées concernant une telle surveillance avaient été formulées au titre de l'article 2252 d) 1) C) i) du présent titre. A la demande de la Commission du commerce international, le Secrétaire à l'agriculture et le Commissaire des douanes doivent fournir à la Commission les renseignements relatifs à la surveillance exercée en vertu du présent article.

⁴19 U.S.C. 3381.

317. Procédures relatives à la conduite des enquêtes de la Commission du commerce international⁵

La Commission du commerce international doit adopter toutes procédures, règles et réglementations nécessaires pour rendre ses procédures conformes aux dispositions du chapitre 8 de l'Accord.

⁵19 U.S.C 3382.

REGLES SUR LES ENQUETES EN MATIERE DE SAUVEGARDES
COMMISSION DU COMMERCE INTERNATIONAL DES ETATS-UNIS

19 CFR Partie 206

PARTIE 206 - ENQUETES RELATIVES AUX MESURES DE SAUVEGARDE GLOBALES ET BILATERALES, DESORGANISATION DU MARCHÉ, ET REEXAMEN DES MESURES DE PROTECTION

Fondement juridique: 19 U.S.C. 1335, 19 U.S.C. 2251-2254, et 19 U.S.C. 3351-3382; et articles 103, 301-302 de la Loi sur les accords du Cycle d'Uruguay (Public Law 103-465, 108 Stat. 4809).

206.1 Champ d'application de la Partie

La présente partie 206 s'applique expressément aux fonctions et attributions de la Commission prévues aux articles 201-202, 204 et 406 de la Loi sur le commerce extérieur de 1974, telle qu'elle a été modifiée (19 U.S.C. 2251, 2252, 2254, 2436) (ci-après dénommée la Loi sur le commerce extérieur), et les articles 301-318 de la Loi sur la mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain (19 U.S.C. 3351 et suivants) (ci-après dénommée la Loi sur la mise en oeuvre de l'ALENA). La sous-partie A de la présente partie énonce les règles généralement applicables aux enquêtes menées au titre de ces dispositions; pour les autres règles d'application générale, voir la partie 201 du présent chapitre. La sous-partie B de la présente partie énonce les règles expressément applicables aux requêtes et enquêtes au titre de l'article 202 de la Loi sur le commerce extérieur; la sous-partie C énonce les règles expressément applicables aux demandes et enquêtes au titre de l'article 312 c) de la Loi sur la mise en oeuvre de l'ALENA; la sous-partie D énonce les règles expressément applicables aux requêtes et enquêtes au titre de l'article 302 de la Loi sur la mise en oeuvre de l'ALENA; et la sous-partie E énonce les règles expressément applicables aux requêtes et enquêtes au titre de l'article 406 de la Loi sur le commerce extérieur. La sous-partie F de la présente partie énonce les règles applicables aux fonctions et attributions prévues à l'article 204 de la Loi sur le commerce extérieur.

Sous-partie A - Dispositions générales

- 206.2 Identification du type de requête ou demande.
- 206.3 Ouverture des enquêtes; publication des avis; mise à disposition des requêtes pour examen par le public.
- 206.4 Notification d'autres organismes.
- 206.5 Auditions publiques.
- 206.6 Rapport au Président.
- 206.7 Renseignements commerciaux confidentiels; fourniture de résumés non confidentiels de ces renseignements.
- 206.8 Signification, dépôt et certification des documents.

Sous-partie A - Dispositions générales

206.2 Identification du type de requête ou demande

Une enquête au titre de la présente partie 206 peut être engagée sur la base d'une requête, demande, résolution, ou motion visée à l'article 202 a) 1), 204 c) 1), ou 406 a) 1) de la Loi sur le commerce extérieur de 1974 ou à l'article 302 a) 1) ou 312 c) 1) de la Loi sur la mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain. Chaque requête ou demande, selon le cas, déposée par

une entité représentative d'une branche de production nationale au titre de la présente partie 206, porte clairement la mention suivante sur la première page: "On trouvera ci-après une [requête ou demande] au titre de l'article [202, 204 c) ou 406 de la Loi sur le commerce extérieur de 1974, ou de l'article 302 ou 312 c) de la Loi sur la mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange nord-américain] et de la sous-partie [B, C, D, E ou F] de la partie 206 des règles de pratiques et de procédures de la Commission du commerce international des Etats-Unis."

206.3 Ouverture des enquêtes; publication des avis; mise à disposition des requêtes pour examen par le public

a) OUVERTURE DES ENQUETES ET PUBLICATION DES AVIS

Sous réserve des dispositions de l'article 206.15 b), la Commission, dans les moindres délais au reçu d'une requête ou demande au titre de la partie 206 déposée en bonne et due forme, ouvrira une enquête appropriée et publiera un avis y relatif au Federal Register.

b) CONTENU DE L'AVIS

L'avis indiquera le requérant ou autre demandeur, l'article importé qui fait l'objet de l'enquête et la position tarifaire dont il relève, la nature de la détermination qui doit être prise et les délais dans lesquels elle le sera, la date et le lieu des éventuelles auditions publiques, la date limite pour le dépôt des mémoires, déclarations et autres documents, le lieu où la requête ou demande et tout autre document déposé au cours de l'enquête peuvent être examinés, et le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du service qui peut être contacté pour de plus amples informations.

c) MISE A DISPOSITION POUR EXAMEN PAR LE PUBLIC

La Commission mettra dans les moindres délais ladite requête ou demande à disposition du public pour examen (à l'exclusion des renseignements commerciaux confidentiels).

206.4 Notification d'autres organismes

Dans les moindres délais, la Commission transmettra copie des requêtes ou demandes déposées et fera notification des enquêtes ouvertes au Bureau du Représentant pour les questions commerciales internationales (ci-après dénommé l'USTR), au Secrétaire au commerce, au Secrétaire au travail et aux autres organismes fédéraux directement concernés.

206.5 Auditions publiques

a) ENQUETES AU TITRE DE LA SOUS-PARTIE B DE LA PRESENTE PARTIE

Une audition publique sur la question du dommage et une deuxième audition publique sur les mesures correctives (si nécessaire) auront lieu dans le cadre de chaque enquête ouverte au titre de la sous-partie B de la présente partie après publication dans un délai raisonnable d'un avis au Federal Register. Une audition sur les mesures correctives n'est pas nécessaire si la Commission a établi une détermination négative au sujet de la question du dommage.

b) ENQUETES AU TITRE DES SOUS-PARTIES C, D ET E DE LA PRESENTE PARTIE

Une audition publique sur la question du dommage et des mesures correctives aura lieu dans le cadre de chaque enquête ouverte au titre des sous-parties C, D et E de la présente partie après publication dans un délai raisonnable d'un avis au Federal Register.

c) ENQUETES AU TITRE DE LA SOUS-PARTIE F DE LA PRESENTE PARTIE

Une audition publique sur la question de savoir si une action engagée au titre de l'article 203 de la Loi sur le commerce extérieur de 1974 devrait être étendue aura lieu dans le cadre de chaque enquête ouverte au titre de la sous-partie F de la présente partie après publication dans un délai raisonnable d'un avis au Federal Register.

d) POSSIBILITE DE COMPARUTION ET DE CONTRE-INTERROGATOIRE

Toutes les parties et tous les consommateurs intéressés, y compris les toutes associations représentant les intérêts des consommateurs, se verront ménager une possibilité d'être présents, de présenter des éléments de preuve, de faire des observations sur le plan d'ajustement présenté, le cas échéant, dans le cas d'une enquête au titre de l'article 202 b) de la Loi sur le commerce extérieur de 1974, et d'être entendus à ces auditions. Toutes les parties et tous les consommateurs intéressés, y compris toutes associations représentant les intérêts des consommateurs, se verront ménager une possibilité de procéder à un contre-interrogatoire des parties intéressées présentant des argumentations à l'audition.

206.6 Rapport au Présidenta) REGLE GENERALE

La Commission inclura dans son rapport au Président les éléments suivants:

- 1) La détermination établie et une explication du fondement de ladite détermination.
- 2) Si la détermination est positive, dans la mesure où cela est approprié, les recommandations concernant les mesures à prendre et une explication du fondement de chaque recommandation.
- 3) Toute opinion dissidente ou individuelle des membres de la Commission concernant la détermination et toutes recommandations.

b) CONSTATATIONS ET INFORMATIONS ADDITIONNELLES

- 1) Dans le cas d'une détermination établie au titre de l'article 202 b) de la Loi sur le commerce extérieur, la Commission inclura aussi dans son rapport les éléments suivants:
 - i) les constatations concernant les résultats d'un examen des facteurs autres que les importations qui peuvent constituer ou menace de constituer un dommage grave pour la branche de production nationale;
 - ii) une copie du plan d'ajustement, présenté, le cas échéant, par le requérant;
 - iii) les engagements présentés, et les renseignements obtenus par la Commission au sujet des dispositions que les entreprises et les travailleurs de la branche de production nationale prennent ou prévoient de prendre pour faciliter l'ajustement positif à la concurrence des importations;
 - iv) une description des effets à court et à long terme que la mise en oeuvre de la mesure recommandée aura probablement sur la branche de production nationale requérante, d'autres branches de production nationales et les consommateurs; et

- v) une description des effets à court et à long terme de la non-adoption de la mesure recommandée sur la branche de production nationale requérante, ses travailleurs et les collectivités du lieu où se trouvent ses installations de production, ainsi que sur d'autres branches de production nationale.
- 2) Dans le cas d'une détermination établie au titre de l'article 302 b) de la Loi sur la mise en oeuvre de l'ALENA, la Commission inclura aussi dans son rapport les constatations concernant les résultats d'un examen des facteurs autres que les importations qui peuvent constituer ou menacer de constituer un dommage grave pour la branche de production nationale.

206.7 Renseignements commerciaux confidentiels; fourniture de résumés non confidentiels de ces renseignements

a) NON-DIVULGATION DES RENSEIGNEMENTS

Sous réserve des dispositions de l'article 206.17, dans le cas d'une enquête au titre de la sous-partie B, C, D, ou F de la présente partie, la Commission ne divulguera pas les renseignements qu'elle considère comme des renseignements commerciaux confidentiels au sens de l'article 201.6 à moins que la partie soumettant les renseignements commerciaux confidentiels ait été avisée, au moment de leur présentation, que ces renseignements seraient divulgués par la Commission, ou que ladite partie consente par la suite à la divulgation des renseignements. Le cas échéant, la Commission inclura les renseignements commerciaux confidentiels dans les rapports transmis au Président et au Représentant pour les questions commerciales; ces rapports porteront une mention indiquant qu'ils contiennent des renseignements commerciaux confidentiels, et une version non confidentielle de ces rapports sera mise à la disposition du public.

b) RESUMES NON CONFIDENTIELS

Sauf décision contraire de la Commission, une partie soumettant des renseignements commerciaux confidentiels doit aussi en donner un résumé non confidentiel à la Commission au moment où elle les lui présente. Si une partie indique que les renseignements commerciaux confidentiels ne peuvent pas être résumés, elle doit exposer par écrit les raisons pour lesquelles un résumé ne peut pas être fourni. Si la Commission estime qu'une demande de traitement confidentiel n'est pas justifiée, et si la partie concernée ne veut pas rendre les renseignements publics ni en autoriser la divulgation en termes généraux ou sous forme de résumé, la Commission peut ne pas tenir compte des renseignements soumis.

206.8 Signification, dépôt et certification des documents

a) CERTIFICATION

Toute personne qui soumet pour examen par la Commission au cours d'une enquête à laquelle s'applique la présente partie des données de fait au nom du requérant ou de toute autre partie intéressée et toute personne qui répond à un questionnaire de la Commission établi dans le cadre d'une enquête à laquelle s'applique la présente partie doit certifier que les renseignements communiqués sont exacts et complets compte tenu des éléments dont elle dispose.

b) SIGNIFICATION

Toute partie qui présente un document pour examen par la Commission au cours d'une enquête à laquelle s'applique la présente partie doit se conformer aux dispositions de l'article 201.8 du présent chapitre et, en outre, signifier copie de la version publique de ce document à toutes les autres parties à l'enquête de la manière prescrite à l'article 201.16 du présent chapitre et, le cas échéant, signifier

copie de la version confidentielle de ce document de la manière prescrite à l'article 206.17 f). Il n'est pas nécessaire que le document soit accompagné d'un certificat de signification s'il est signifié avant que le Secrétaire n'ait publié la liste de signification prévue à l'article 201.11 du présent chapitre ou la liste des ordonnances conservatoires administratives prévue à l'article 207.7, mais il devra être signifié à toutes les parties concernées dans les deux jours suivant la publication de la liste de signification ou celle des ordonnances conservatoires administratives et devra alors être accompagné d'une certification de signification. Nonobstant l'article 201.16 du présent chapitre, les requêtes, les mémoires et les témoignages déposés par les parties seront signifiés par porteur ou, s'ils le sont par la poste, par un service de livraison le jour suivant ou par un service équivalent. Tout manquement à cette règle pourra entraîner la perte de la qualité de partie à l'enquête. Sur demande, La Commission mettra à la disposition de toutes les parties à l'enquête copie de chacun des documents qu'elle aura versés au dossier de l'enquête, à l'exception des comptes rendus des conférences et des auditions, des renseignements commerciaux confidentiels, des renseignements protégés et des renseignements dont la signification est prescrite par le présent article.

c) DEPOT

Les documents déposés auprès de la Commission doivent être conformes aux règles applicables, y compris aux dispositions de l'article 201.8 du présent chapitre. Si la Commission fixe une date limite pour le dépôt d'un document, et que le déposant y inclut des renseignements commerciaux confidentiels, ce dernier doit déposer et, dans le cas d'une partie, signifier la version confidentielle du document à l'échéance; il peut déposer et signifier la version non confidentielle du document au plus tard un jour ouvrable après la date limite fixée pour le dépôt de la première version. Dans la version confidentielle, tous les renseignements commerciaux confidentiels seront mis entre crochets et chaque page portera la mise en garde suivante: "La mise entre crochets des renseignements commerciaux confidentiels n'est pas définitive avant la fin du premier jour ouvrable suivant la date du dépôt". Les crochets ne deviennent définitifs qu'un jour ouvrable après la date à laquelle le document a été déposé, c'est-à-dire le jour où doit être déposée la version non confidentielle du document. Jusque-là, les destinataires ne peuvent rien divulguer du contenu du document à quiconque n'est pas assujéti à une ordonnance conservatoire administrative rendue au cours de l'enquête. Si le déposant s'aperçoit qu'il a commis une erreur en mettant les crochets, il peut déposer une version corrigée, intégrale ou partielle, du document renfermant des renseignements commerciaux confidentiels en même temps qu'il dépose la version non confidentielle. Après la date limite, il n'est permis d'apporter aucun changement au document si ce n'est pour mettre des crochets ou supprimer des renseignements commerciaux confidentiels. En cas de non-respect des dispositions du présent paragraphe, le document du déposant pourra être radié du dossier en totalité ou en partie.

Sous-partie B - Enquêtes relatives aux mesures de sauvegarde globales

- 206.11 Champ d'application de la sous-partie.
- 206.12 Définitions applicables à la sous-partie B de la présente partie.
- 206.13 Personnes habilitées à déposer une requête.
- 206.14 Contenu de la requête.
- 206.15 Ouverture d'une enquête.
- 206.16 Plan d'ajustement de la branche de production et engagements.
- 206.17 Divulgarion limitée de certains renseignements commerciaux confidentiels en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative.
- 206.18 Délai d'établissement des déterminations, rapports.
- 206.19 Rapport public.

Sous-partie B - Enquêtes relatives aux mesures de sauvegarde globales

206.11 Champ d'application de la sous-partie

La présente sous-partie s'applique expressément aux enquêtes menées au titre de l'article 202 b) de la Loi sur le commerce extérieur. Pour les autres règles applicables, voir la sous-partie A de la présente partie et la partie 201 du présent chapitre.

206.12 Définitions applicables à la sous-partie B de la présente partie

Aux fins de la présente sous-partie, les termes suivants ont les significations qui leur sont données ci-après:

a) Plan d'ajustement: désigne un plan destiné à faciliter l'ajustement positif à la concurrence des importations, présenté par un requérant à la Commission ou à l'USTR avec la requête ou à tout moment dans un délai de 120 jours à compter de la date du dépôt de la requête.

b) Engagements: désigne les engagements qu'une entreprise de la branche de production nationale, un syndicat homologué ou reconnu ou groupe de travailleurs de ladite branche, une collectivité locale, une association professionnelle représentant la branche de production nationale, ou tout autre personne ou groupe de personnes présente à la Commission au sujet des mesures que ces personnes et entités ont l'intention de prendre pour faciliter l'ajustement positif à la concurrence des importations.

206.13 Personnes habilitées à déposer un requête

Une requête au titre de la présente sous-partie B peut être déposée par une entité, y compris une association professionnelle, une entreprise, un syndicat homologué ou reconnu, ou un groupement de travailleurs, qui est représentative d'une branche de production nationale produisant un article similaire ou faisant directement concurrence à un article étranger qui est prétendument importé aux Etats-Unis en quantités tellement accrues qu'il constitue ou menace de constituer une cause substantielle de dommage grave pour ladite branche de production nationale.

206.14 Contenu de la requête

Une requête au titre de la présente sous-partie B contient des renseignements précis à l'appui de l'affirmation selon laquelle un article est importé aux Etats-Unis en quantités tellement accrues qu'il constitue ou menace de constituer une cause substantielle de dommage grave pour la branche de production nationale produisant un article similaire ou faisant directement concurrence à l'article importé. Cette requête indique si une protection provisoire est demandée parce qu'il existe des circonstances critiques ou parce que l'article importé est un produit agricole périssable. En outre, la requête contient les renseignements suivants, dans la mesure où ces renseignements sont disponibles auprès de sources gouvernementales ou autres, ou, si de tels renseignements ne sont pas disponibles, les meilleures estimations et les éléments sur lesquelles elles se fondent:

a) DESIGNATION DU PRODUIT

Nom et désignation de l'article importé concerné, avec indication de la position du tarif des Etats-Unis dont il relève et le traitement tarifaire qui lui est actuellement appliqué, et nom et désignation de l'article d'origine nationale similaire ou directement concurrent concerné.

b) REPRESENTATIVITE

1) Nom et adresses des entreprises représentées dans la requête et/ou des entreprises employant ou ayant employé les travailleurs représentés dans la requête et lieux d'implantation de leurs établissements dans lesquels l'article d'origine nationale est produit.

2) Pourcentage de la production nationale de l'article d'origine nationale similaire ou directement concurrent que ces entreprises et/ou travailleurs représentés assurent et raisons pour lesquelles il est affirmé que ces entreprises et/ou travailleurs sont représentatifs d'une branche de production.

3) Nom et lieux d'implantation de tous les autres producteurs de l'article d'origine nationale connue du requérant.

c) DONNEES CONCERNANT LES IMPORTATIONS

Données concernant les importations pour au moins chacune des cinq années pleines les plus récentes qui forment la base de l'affirmation selon laquelle l'article concernée est importé en quantités accrues, en termes réels ou par rapport à la production nationale.

d) DONNEES CONCERNANT LA PRODUCTION NATIONALE

Données concernant la production totale aux Etats-Unis de l'article d'origine nationale pour chaque année pleine pour laquelle des données sont fournies conformément au paragraphe c) du présent article.

e) DONNEES DEMONTRANT L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE

Données quantitatives indiquant la nature et l'ampleur du dommage pour la branche de production nationale concernée.

1) Pour ce qui est du dommage grave, donnée indiquant:

- i) sous-emploi important des installations de production dans la branche de production, y compris les données indiquant les fermetures d'usines ou la sous-utilisation de la capacité de production;
- ii) incapacité d'un nombre important d'entreprises d'exercer des activités de production dans le pays avec un profit raisonnable; et
- iii) chômage ou sous-emploi important dans la branche de production; et/ou

2) Pour ce qui est de la menace de dommage grave, données concernant:

- i) une baisse des ventes ou de la part de marché, un stock accru et croissant (qu'il soit détenu par les producteurs nationaux, les importateurs, les grossistes ou les détaillants) et une tendance à la baisse de la production, des profits, des salaires, de la productivité ou de l'emploi (ou une augmentation du sous-emploi);

- ii) le mesure dans laquelle les entreprises de la branche de production sont dans l'impossibilité de générer des capitaux suffisants pour financer la modernisation de leurs installations et de leur matériel dans le pays, ou de maintenir à niveau les dépenses de recherche-développement;
- iii) la mesure dans laquelle le marché des Etats-Unis est le pôle d'attraction des exportations de l'article en question détournées du fait de restrictions frappant les exportations de cet article à destination, ou les importations de cet article en provenance, de marchés de pays tiers; et

3) Variations du niveau des prix, de la production et de la productivité.

f) CAUSE DU DOMMAGE

Enumération et description des causes qui sont, apparemment, à l'origine du dommage, ou de la menace de dommage, visé au paragraphe e) du présent article, et déclaration concernant la mesure dans laquelle les importations accrues, en termes réels ou par rapport à la production nationale, de l'article importé constitue, apparemment, une telle cause, données pertinentes à l'appui.

g) MESURE DE PROTECTION DEMANDEE ET BUT DE CETTE MESURE

Description de la mesure de protection contre les importations demandée, y compris le type, le montant et la durée ainsi que les buts spécifiques de cette mesure, qui peuvent être notamment de faciliter le transfert ordonné de ressources à des activités plus productives, de renforcer la compétitivité, ou de permettre par d'autres moyens un ajustement aux nouvelles conditions de concurrence.

h) EFFORTS DE CONCURRENCE

Description des efforts que les entreprises et les travailleurs de la branche de production prennent ou envisagent de prendre, ou les deux, pour gérer un ajustement positif à la concurrence des importations.

i) IMPORTATIONS EN PROVENANCE DE PAYS DE L'ALENA

Données quantitatives indiquant la part des importations représentées par les importations en provenance de chaque pays de l'ALENA (Canada et Mexique), et opinion du requérant quant à la mesure dans laquelle les importations en provenance de ce ou ces pays de l'ALENA contribuent de manière importante au dommage grave, ou à la menace de dommage grave, causé par les importations totales de l'article en question.

j) CIRCONSTANCES CRITIQUES

Si la requête contient une allégation de l'existence de circonstances critiques, exposé énonçant les raisons qui portent à croire qu'il y a des éléments de preuve manifestes indiquant que les importations accrues (en termes réels ou par rapport à la production nationale) de l'article constituent ou menacent de constituer une menace de dommage grave pour la branche de production nationale, et qu'un retard dans l'adoption de mesures causerait à cette branche de production un tort difficilement réparable, et description de la mesure de protection provisoire demandée et des raisons de cette demande.

206.15 Ouverture d'une enquête

a) REGLE GENERALE

Sous réserve des dispositions du paragraphe b) du présent article, la Commission, au reçu d'une requête au titre de la sous-partie B, présentée en bonne et due forme, procédera dans les moindres délais à l'ouverture d'une enquête appropriée et à la publication d'un avis y relatif au Federal Register.

b) EXCEPTIONS

1) Réouverture d'une enquête dans un délai d'un an

Sauf dans les cas où la Commission estime qu'il existe des motifs valables, aucune nouvelle enquête ne sera ouverte au titre de l'article 202 de la Loi sur le commerce extérieur au sujet d'une affaire qui a déjà fait l'objet d'une enquête au titre de l'article 202, à moins qu'un délai d'un an ne se soit écoulé depuis le jour où la Commission a présenté au Président son rapport sur les résultats de cette première enquête.

2) Articles faisant l'objet d'une mesure antérieure

Aucune nouvelle enquête ne sera ouverte au titre de l'article 202 de la Loi sur le commerce extérieur au sujet d'un article qui fait ou a fait l'objet d'une mesure visée à l'article 203 a) 3) A), B), C) ou E) de la Loi sur le commerce extérieur si la date limite à laquelle le Président pourrait prendre une mesure au titre de l'article 203 de la Loi sur le commerce extérieur dans le cadre de la nouvelle enquête est antérieure à celle qui est autorisée en vertu de l'article 203 e) 7) de la Loi sur le commerce extérieur.

3) Articles relevant de l'Accord sur les textiles

Aucune enquête ne sera ouverte au titre de l'article 202 de la Loi sur le commerce extérieur au sujet d'un article qui relève de l'Accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements à moins que les Etats-Unis n'aient incorporé cet article dans le GATT de 1994 et que le Secrétaire au commerce n'ait publié un avis à cet effet au Federal Register.

4) Produits agricoles périssables

Une entité du type visé à l'article 206.13 qui représente une branche de production nationale produisant un produit agricole périssable ne peut demander l'application de mesures de protection provisoires que si ce produit a été soumis à la surveillance de la Commission pendant une période d'au moins 90 jours à compter de la date à laquelle l'allégation de l'existence d'un dommage est consignée dans la requête.

206.16 Plan d'ajustement de la branche de production et engagements

a) PLAN D'AJUSTEMENT

Un requérant peut présenter à la Commission, avec la requête ou à tout moment dans un délai de 120 jours à compter de la date de dépôt de la requête, un plan visant à faciliter l'ajustement positif à la concurrence des importations.

b) ENGAGEMENTS

Si la Commission établit une détermination positive de l'existence d'un dommage, toute entreprise de la branche de production nationale, tout syndicat homologué ou reconnu ou groupe de travailleurs de ladite branche, toute collectivité locale, toute association professionnelle représentant la branche de production nationale ou tout autre personne ou groupe de personnes peut, à titre individuel, présenter à la Commission des engagements concernant les mesures que ces personnes et entités ont l'intention de prendre pour faciliter l'ajustement positif à la concurrence des importations.

206.17 Divulgence limitée de certains renseignements commerciaux confidentiels en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative

a) 1) Divulgence

Sur réception en temps opportun d'une demande déposée par une personne habilitée, telle que définie au paragraphe a) 3) du présent article, décrivant en termes généraux les renseignements demandés et exposant les motifs de la demande (par exemple, tous les renseignements commerciaux confidentiels dûment divulgués conformément au présent article afin de représenter une partie intéressée à l'enquête menée par la Commission), le Secrétaire met à la disposition de la personne habilitée, en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative visée au paragraphe b) du présent article, tous les renseignements commerciaux confidentiels contenus dans les mémorandums, rapports et communications écrites déposés auprès de la Commission au cours de l'enquête (à l'exception des renseignements protégés ou secrets et des renseignements dont la nature indique clairement qu'ils ne peuvent être divulgués, comme les secrets industriels). L'expression "renseignements commerciaux confidentiels", est définie à l'article 201.6 du présent chapitre.

2) Demande

Une demande visée au paragraphe a) 1) du présent article doit être faite par une personne habilitée sur un formulaire agréé par le Secrétaire ou sur une photocopie. La demande présentée au nom d'une personne habilitée doit être faite au plus tard à l'échéance prévue pour le dépôt des demandes de comparution, conformément à l'article 201.11 du présent chapitre. Si une partie intéressée qui est partie à l'enquête est représentée par deux ou plusieurs personnes habilitées, ces dernières choisissent entre elles un mandataire principal qui dépose sa demande au plus tard à l'échéance prévue pour le dépôt des demandes de comparution. Sous réserve de l'acceptation de sa demande, le mandataire principal se voit signifier les renseignements commerciaux confidentiels conformément au paragraphe f) du présent article. Les autres personnes habilitées qui représentent la même partie peuvent déposer leur demande après la date fixée pour le dépôt des demandes de comparution, mais au moins cinq jours avant celle fixée pour le dépôt des mémoires après audition dans le cas d'une enquête; ces personnes ne se voient pas signifier de renseignements commerciaux confidentiels.

3) Personne habilitée

- i) Seule une personne habilitée peut déposer une demande conformément au présent sous-article. Par personne autorisée, on entend:
 - A) l'avocat d'une partie intéressée qui est partie à l'enquête;
 - B) le consultant ou l'expert qui agit sous la direction ou sous le contrôle d'une personne visée à l'alinéa a) 3) i) A) du présent article;

- C) le consultant ou l'expert qui comparaît régulièrement devant la Commission et qui représente une partie intéressée qui est partie à l'enquête; ou
 - D) le représentant d'une partie intéressée qui est partie à l'enquête, si cette partie intéressée n'est pas représentée par un avocat.
 - ii) Par ailleurs, la personne habilitée ne peut prendre part à un processus de prise de décision en situation de concurrence pour le compte d'une partie intéressée qui est partie à l'enquête. Sont considérées comme participation à un processus de prise de décision en situation de concurrence les activités, les associations et les relations passées, présentes ou probables pour l'avenir, menées ou établies avec une partie intéressée partie à l'enquête, qui supposent de la part de la personne habilitée éventuelle la fourniture d'un avis ou d'une autre contribution lorsque la partie intéressée prend une décision à la lumière de renseignements similaires ou correspondants relatifs à un concurrent (fixation du prix, conception du produit, etc.).
 - iii) Aux fins de l'application de l'article 206.17, l'expression "partie intéressée" désigne:
 - A) un fabricant, producteur ou exportateur étranger, ou l'importateur aux Etats-Unis d'un article faisant l'objet d'une enquête au titre du présent article, ou un groupement professionnel commercial ou industriel dont la majorité des membres produisent, exportent ou importent cet article;
 - B) le gouvernement d'un pays où ledit article est produit ou fabriqué;
 - C) un fabricant, producteur ou négociant en gros d'un l'article similaire ou directement concurrent aux Etats-Unis;
 - D) un syndicat homologué ou reconnu ou un groupe de travailleurs qui est représentatif d'une branche de production fabriquant, produisant ou vendant en gros un article similaire ou directement concurrent aux Etats-Unis;
 - E) un groupement professionnel commercial ou industriel dont la majorité des membres fabriquent, produisent ou vendent en gros un article similaire ou directement concurrent aux Etats-Unis; et
 - F) un groupement dont la majorité des membres est composée de parties intéressées au sens des paragraphes a) iii) C), D) ou E) en ce qui concerne un article similaire ou directement concurrent.
- 4) Formulaires et décisions
- i) De temps à autre, le Secrétaire peut décider des formulaires qui doivent être utilisés pour présenter des demandes de divulgation aux termes d'une ordonnance conservatoire administrative incorporant les conditions de la présente règle. Le Secrétaire détermine si les conditions régissant la divulgation de renseignements aux termes de la présente règle ont été remplies. Cette décision est rendue le plus rapidement possible, mais au plus tard 14 jours suivant le dépôt des renseignements, sauf si la personne qui communique les renseignements s'oppose à leur divulgation ou que le volume ou la complexité inhabituels des renseignements le justifie, auquel cas la décision est rendue dans les 30 jours suivant le dépôt des renseignements. Le Secrétaire établit la liste des parties dont les demandes ont été acceptées. La décision du Secrétaire est finale.

- ii) S'il détermine, conformément au présent article, que les pièces dont une personne tente d'empêcher la divulgation ne renferment pas de renseignements commerciaux confidentiels et qu'il n'était pas nécessaire de les signifier en vertu de la section f) du présent article, le Secrétaire émet sur demande, au nom de la Commission, une ordonnance exigeant le retour de tous les exemplaires de ces pièces qui ont été signifiées conformément à la section f) du présent article.
- iii) Le Secrétaire ne divulgue de renseignements commerciaux confidentiels qu'aux personnes habilitées dont la demande a été acceptée et qui ont présenté avec cette demande les pièces d'identité voulues, ou qu'aux personnes visées au paragraphe b) 1) iv) du présent article, qui présentent une copie de la déclaration mentionnée dans ce sous-alinéa ainsi que les pièces d'identité voulues.

b) ORDONNANCE CONSERVATOIRE ADMINISTRATIVE

L'ordonnance conservatoire administrative en vertu de laquelle des renseignements sont communiqués à la personne habilitée lui prescrit de remettre au Secrétaire une déclaration personnelle sous serment par laquelle elle s'engage à remplir les conditions que le Secrétaire peut fixer, ainsi qu'à:

- 1) Ne divulguer aucun des renseignements commerciaux confidentiels obtenus en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative et qu'elle n'aurait pu se procurer autrement à quiconque sauf:
 - i) le personnel de la Commission chargé de l'enquête;
 - ii) la personne ou l'organisme de qui les renseignements commerciaux confidentiels ont été obtenus;
 - iii) une personne dont la demande d'accès à des renseignements commerciaux confidentiels en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative a été approuvée par le Secrétaire; et
 - iv) d'autres personnes, comme des techniciens judiciaires et du personnel de bureau, qui sont employés par une personne habilitée ou travaillent sous sa supervision; qui ont besoin de ces renseignements relativement à l'enquête; qui ne participent pas à un processus de prise de décision en situation de concurrence pour le compte d'une partie intéressée qui est partie à l'enquête; et qui ont remis au Secrétaire une déclaration qu'ils auront signée et qui sera faite sur un formulaire approuvé par le Secrétaire et par laquelle elles accepteront d'être liées par l'ordonnance conservatoire administrative (la personne habilitée veillera à ce que ces personnes se conforment aux dispositions de l'ordonnance conservatoire administrative).
- 2) N'utiliser ces renseignements commerciaux confidentiels qu'aux fins de l'enquête effectuée par la Commission.
- 3) Ne pas consulter quiconque n'est pas visé dans l'alinéa b) 1) du présent article concernant ces renseignements sans avoir obtenu au préalable l'autorisation écrite du Secrétaire et de la partie ou de l'avocat de la partie de qui ces renseignements ont été obtenus.
- 4) Conserver les pièces (documents, disques magnétiques, etc.) renfermant des renseignements commerciaux confidentiels dans un classeur, un coffre-fort ou un autre contenant approprié qui sera verrouillé.

- 5) Signifier toutes les pièces renfermant des renseignements commerciaux confidentiels de la manière prescrite par le Secrétaire et conformément aux dispositions du paragraphe f) du présent article.
- 6) Transmettre toutes les pièces renfermant des renseignements commerciaux confidentiels sous une feuille de couverture indiquant que les pièces renferment ce genre de renseignements.
- 7) Se conformer aux dispositions du présent article.
- 8) Exposer les faits de manière véridique et exacte dans sa demande et notifier promptement au Secrétaire tout changement qui pourrait se produire après le dépôt de la demande et qui influencerait sur les faits qui y sont exposés (par exemple, changement dans le personnel chargé de l'enquête).
- 9) Signaler rapidement et confirmer par écrit au Secrétaire toute violation de l'ordonnance conservatoire administrative; et
- 10) Reconnaître que la Commission peut lui imposer les sanctions ou les autres mesures qu'elle jugera appropriées, en cas de violation de l'ordonnance conservatoire administrative.

c) DESTINATION FINALE DES PIÈCES COMMUNIQUÉES EN CONFORMITÉ D'UNE ORDONNANCE CONSERVATOIRE ADMINISTRATIVE

A la date fixée par le Secrétaire concernant certaines données, chaque personne autorisée doit retourner ou détruire toutes les copies des pièces qui lui ont été communiquées, conformément au présent article, et toutes les autres pièces renfermant des renseignements commerciaux confidentiels, telles que diagrammes ou notes établis à partir de renseignements obtenus en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative, et remettre au Secrétaire un certificat attestant qu'elle estime de bonne foi que toutes les copies de ces pièces ont été retournées ou détruites et qu'aucune copie de ces pièces n'a été mise à la disposition d'une personne qui n'avait pas été expressément autorisée à en prendre connaissance.

d) MESURES PRISES PAR LA COMMISSION EN CAS DE VIOLATION D'UNE ORDONNANCE CONSERVATOIRE ADMINISTRATIVE

Le contrevenant peut:

- 1) se voir interdire d'exercer en quelque qualité que ce soit devant la Commission, avec ses associés, ses collaborateurs, son employeur et ses employés, pour une période pouvant aller jusqu'à sept ans après la publication d'une détermination concluant à une violation de l'ordonnance;
- 2) être déféré au Procureur général des Etats-Unis;
- 3) dans le cas d'un avocat, d'un comptable ou d'un autre professionnel, être déféré à la commission de déontologie de l'association professionnelle compétente;
- 4) faire l'objet des sanctions administratives que la Commission jugera appropriées d'imposer, y compris la communication au public ou la radiation du dossier de tout renseignement ou mémoire présenté par le contrevenant, la partie représentant le contrevenant ou en leur nom, l'interdiction d'avoir accès à l'avenir à des renseignements commerciaux confidentiels dans le cadre des enquêtes menées par la Commission et l'envoi d'une lettre d'admonestation qui peut être adressée personnellement ou rendue publique;

5) faire l'objet de toute autre mesure, y compris recevoir une lettre d'avertissement, que la Commission jugera approprié d'imposer.

e) PROCEDURE D'ENQUETE EN CAS DE VIOLATION D'UNE ORDONNANCE CONSERVATOIRE ADMINISTRATIVE

1) La Commission détermine s'il y a eu violation de l'ordonnance et peut imposer des sanctions ou d'autres mesures conformément aux dispositions du paragraphe d) du présent article. Dans un délai de 60 jours à compter de la plus récente des deux dates suivantes:

- i) la date où la violation prétendue a été commise ou aurait pu être découverte en faisant preuve d'une vigilance raisonnable et normale, selon ce que déterminera la Commission; ou
- ii) la fin de l'enquête menée au titre de cette sous-partie,

la Commission peut ouvrir une enquête au sujet d'une violation d'une ordonnance conservatoire administrative qui aurait prétendument eu lieu pendant la durée de l'enquête, y compris pendant tous les recours, les renvois et les recours subséquents. Toutes les fois que la Commission a des raisons de croire qu'une personne peut avoir violé une ordonnance conservatoire administrative prise conformément au présent article, le Secrétaire adresse une lettre à cette personne pour l'en informer et lui faire savoir qu'elle a une possibilité raisonnable de présenter ses vues quant à savoir s'il y a eu ou non violation. Si la Commission détermine par la suite qu'il y a eu violation et décide la poursuite de l'enquête, le Secrétaire adresse une lettre à cette personne pour l'en informer et lui faire savoir qu'elle a une possibilité raisonnable de présenter ses vues sur d'éventuelles circonstances atténuantes et sur la sanction appropriée en l'espèce, mais non plus sur le fondement de la décision. Une fois qu'il a été accordé au contrevenant une possibilité raisonnable de présenter ses vues, la Commission décide de la sanction à imposer, s'il y a lieu.

2) Si la sanction prend la forme d'une lettre privée d'admonestation, le Secrétaire la retire du dossier de l'intéressé deux ans après le prononcé de la sanction, à condition

- i) que l'intéressé n'ait pas fait l'objet d'autres sanctions en vertu du présent article durant cette période de deux ans, et
- ii) que l'intéressé ne fasse pas l'objet d'une enquête pour violation possible d'une ordonnance conservatoire visée dans le présent article à la fin de cette période de deux ans.

Dans le cas contraire, si l'enquête en question n'aboutit pas à l'imposition d'une sanction, la sanction initiale est retirée du dossier. Le Secrétaire informe l'intéressé de ce retrait.

f) SIGNIFICATION

1) Toute partie qui dépose auprès de la Commission des communications écrites renfermant des renseignements commerciaux confidentiels dans le cadre d'une enquête doit au même moment signifier des copies complètes de ces communications à toutes les personnes habilitées dont le nom figure sur la liste établie par le Secrétaire conformément au paragraphe a) 4) du présent article et, sous réserve des dispositions de l'article 206.8 c), une version non confidentielle à toutes les autres parties. Toutes ces communications doivent être accompagnées d'un certificat attestant que des copies complètes de la communication ont été signifiées comme il se doit. Dans l'éventualité où une communication serait déposée avant que le Secrétaire n'ait établi sa liste, le document n'a pas besoin d'être accompagné

d'un certificat de signification, mais la communication doit être signifiée dans les deux jours suivant l'établissement de la liste et un certificat de signification doit alors être déposé.

2) Une partie peut demander à être exemptée de la prescription de signification prévue au paragraphe f) 1) en ce qui concerne certains renseignements commerciaux confidentiels en présentant une demande d'exemption conformément aux dispositions du paragraphe g) du présent article. Le Secrétaire doit faire connaître Sa réponse dans les moindres délais. Si la demande est acceptée, le Secrétaire verse ces renseignements au dossier. La partie doit présenter trois exemplaires de la communication renfermant les renseignements conformément au paragraphe g) du présent article et signifier cette communication conformément aux prescriptions de l'article 206.8 b) et du paragraphe f) 1) du présent article, étant entendu que les renseignements pour lesquels l'exemption de divulgation a été octroyée en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative ne figurent pas dans les copies signifiées. Si une demande est rejetée, la copie des renseignements qui a été déposée auprès du Secrétaire est retournée dans les moindres délais au requérant.

3) Le Secrétaire refuse de verser au dossier d'une enquête les communications qui n'ont pas été déposées avec le certificat de signification prescrit. Le non-respect des dispositions inscrites au paragraphe f) du présent article peut entraîner la perte de qualité de partie à l'enquête et l'imposition des sanctions jugées appropriées par la Commission. Les renseignements commerciaux confidentiels qui se trouvent dans des communications doivent être clairement indiqués comme tels et ces communications doivent être séparées des autres pièces qui sont aussi déposées.

g) EXEMPTION DE DIVULGATION

1) Règle générale

Toute personne peut demander que des renseignements commerciaux confidentiels ne soient pas divulgués en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative, si elle désire inclure ces renseignements dans une requête déposée au titre de la sous-partie B ou dans toute autre communication présentée à la Commission pendant la durée de l'enquête. Ce genre de demande n'est approuvée que si le Secrétaire estime qu'il s'agit de renseignements protégés ou secrets ou de renseignements particuliers dont la nature indique clairement qu'ils ne peuvent être divulgués.

2) Demande d'exemption

Une demande écrite d'exemption de divulgation peut être déposée auprès du Secrétaire, avec un exposé des raisons qui l'ont motivée. Lors du dépôt de la demande, une copie des renseignements commerciaux confidentiels concernés doit être déposée auprès du Secrétaire à la seule fin qu'une détermination soit établie au sujet de la demande. Les renseignements commerciaux confidentiels qui font l'objet de la demande d'exemption restent la propriété du requérant et ne peuvent constituer un dossier ou être incorporés au dossier d'un organisme qu'au moment de l'acceptation de la demande. Une demande devrait, dans la mesure du possible, être déposée deux jours ouvrables avant la date limite, s'il en existe une, de présentation du document dans laquelle le requérant se propose d'incorporer les renseignements qui font l'objet de sa demande d'exemption. Le Secrétaire indique dans les moindres délais au requérant si sa demande a été acceptée ou rejetée.

3) Procédure à suivre si la demande est acceptée

Si la demande est acceptée, le requérant doit déposer trois exemplaires de la communication renfermant les renseignements commerciaux confidentiels concernés. Dans l'un des exemplaires, tous les renseignements commerciaux confidentiels sont mis entre crochets et les renseignements pour lesquels l'exemption de divulgation a été spécifiquement octroyée sont mis entre doubles crochets. Chaque

page de cet exemplaire doit porter la mise en garde suivante: "les renseignements commerciaux confidentiels qui sont exemptés de divulgation en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative sont mis entre double crochets." Les deux autres exemplaires doivent être conformes aux prescriptions de l'article 206.8 et déposés selon les règles prévues à cet article, si ce n'est que les renseignements pour lesquels l'exemption de divulgation a été spécifiquement accordée ne figurent pas dans ces versions de la communication.

4) Procédure à suivre si la demande est rejetée

Si la demande est rejetée, la copie des renseignements déposée auprès du Secrétaire est retournée au requérant dans les moindres délais.

206.18 Délai d'établissement des déterminations, rapports

a) REGLE GENERALE

La Commission établira sa détermination concernant l'existence d'un dommage dans les 120 jours suivant la date à laquelle la requête aura été déposée, la demande ou la résolution reçue l'initiative de l'enquête prise, selon le cas, sauf:

- 1) si elle détermine avant le 100^{ème} jour que l'enquête est d'une complexité exceptionnelle, elle établira sa détermination dans un délai de 150 jours; ou
- 2) si l'existence de circonstances critiques est alléguée, la Commission établira sa détermination dans les 120 jours suivant la fin de son enquête compte tenu des circonstances critiques. La Commission présentera son rapport au Président le plus tôt possible, et au plus tard 180 jours (240 jours si l'existence de circonstances critiques est alléguée) après la date à laquelle la requête aura été déposée, la demande ou la résolution reçue ou l'initiative de l'enquête prise, selon le cas.

b) PRODUITS AGRICOLES PERISSABLES

Dans le cas d'une demande d'application de mesures de protection provisoires à un produit agricole périssable qui a fait l'objet d'une surveillance de la Commission, cette dernière fera un rapport au Président exposant sa détermination et toute constatation au plus tard 21 jours après la date de réception de la demande.

c) CIRCONSTANCES CRITIQUES

Si un requérant allègue l'existence de circonstances critiques dans sa requête, la Commission fera un rapport exposant sa détermination au sujet de cette allégation et toute constatation au plus tard 60 jours après le dépôt de cette requête.

206.19 Rapport public

Lorsqu'elle présentera un rapport au Président sur les résultats d'une enquête relevant de la présente sous-partie B, la Commission rendra ce rapport public (à l'exception des renseignements qu'elle juge confidentiels) et en fera un résumé qui sera être publié au Federal Register.

Sous-partie F - Surveillance; Avis concernant l'effet de la prorogation, de l'allégement, de la modification ou de l'abrogation d'une mesure de protection

206.51 Champ d'application de la sous-partie.

206.52 Surveillance.

206.53 Enquêtes visant à donner au Président un avis sur l'effet économique probable de l'allégement, de la modification ou de l'abrogation d'une mesure.

206.54 Enquêtes concernant la prorogation d'une mesure.

206.55 Enquêtes visant à évaluer l'efficacité de la protection.

Sous-partie F - Surveillance; Avis concernant l'effet de la prorogation, de l'allégement, de la modification ou de l'abrogation d'une mesure de protection

206.51 Champ d'application de la sous-partie

La sous-partie F s'applique expressément aux enquêtes menées au titre de l'article 204 de la Loi sur le commerce extérieur. Pour les autres règles applicables, voir la sous-partie A de la présente partie et l'article 201 du présent chapitre.

206.52 Surveillance

a) REGLE GENERALE

Tant qu'une mesure de protection contre les importations imposée par le Président conformément à l'article 203 de la Loi sur le commerce extérieur reste en vigueur, la Commission surveillera l'évolution de la situation de la branche de production nationale, y compris les progrès et les efforts spécifiques faits par les travailleurs et les entreprises de la branche de production pour opérer un ajustement positif à la concurrence des importations.

b) RAPPORTS

Chaque fois que la période initiale d'application de la mesure de protection contre les importations, ou toute prorogation de celle-ci, dépasse trois ans, la Commission présentera un rapport sur les résultats de cette surveillance au Président et au Congrès. Ce rapport sera présenté au plus tard à la date qui se situe à mi-chemin de la période initiale d'application de la mesure de protection contre les importations, ou de toute prorogation de celle-ci. Lors de l'établissement de chacun de ces rapports, la Commission tiendra une audition à laquelle il sera ménagé aux personnes intéressées une possibilité raisonnable d'assister, de présenter des éléments de preuve et de faire connaître leurs vues.

206.53 Enquêtes visant à donner au Président un avis sur l'effet économique probable de l'allégement, de la modification ou de l'abrogation d'une mesure

A la demande du Président, la Commission effectuera une enquête pour rassembler des informations de manière à pouvoir donner un avis au Président pour l'aider à déterminer l'effet économique probable sur la branche de production concernée de tout allégement, modification ou abrogation envisagé de la mesure prise au titre de l'article 203 de la Loi sur le commerce extérieur.

206.54 Enquêtes concernant la prorogation d'une mesure

a) OUVERTURE DES ENQUETES

A la demande du Président, ou sur requête de la branche de production concernée, la Commission effectuera une enquête pour déterminer si une mesure prise au titre de l'article 203 de la Loi sur le commerce extérieur reste nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et s'il y a des éléments de preuve indiquant que la branche de production opère un ajustement positif à la concurrence des importations.

b) PERSONNES HABILITEES A DEPOSER UNE REQUETE

Une requête au titre du présent article 206.54 peut être déposée par une entité, y compris une association professionnelle, une entreprise, un syndicat homologué ou reconnu, ou un groupe de travailleurs, qui est représentative de la branche de production nationale produisant l'article d'origine nationale visé par l'enquête de la Commission qui a abouti à l'imposition par le Président de la mesure de protection contre les importations.

c) DELAI IMPARTI POUR LE DEPOT

Toute requête déposée au nom d'une branche de production concernant une détermination au titre du présent article 206.54 doit être déposée auprès de la Commission au plus tôt à la date précédant de neuf mois, et au plus tard à la date précédant de six mois, la date à laquelle toute mesure prise au titre de l'article 203 de la Loi sur le commerce extérieur doit prendre fin.

d) CONTENU DE LA REQUETE

Une requête au titre du présent article 206.54 contient les renseignements suivants, dans la mesure où de tels renseignements sont disponibles auprès de sources gouvernementales ou autres, ou les meilleures estimations et les éléments sur lesquels elles se fondent, si de tels renseignements ne sont pas disponibles:

1) Définition de la mesure de protection

Définition de la mesure relevant de l'article 203, ou de la partie de cette mesure, pour laquelle une détermination est demandée au titre du présent article 206.54.

2) Représentativité

- i) noms et adresses des entreprises représentées dans la requête et/ou des entreprises employant ou ayant employé précédemment les travailleurs représentés dans la requête et lieux d'implantation de leurs établissements dans lesquels l'article d'origine nationale est produit;
- ii) pourcentage de la production nationale de l'article d'origine nationale similaire ou directement concurrent que ces entreprises et/ou travailleurs représentés assurent et raisons pour lesquelles il est affirmé que ces entreprises et/ou travailleurs sont représentatifs d'une branche de production; et
- iii) noms et lieux d'implantation de tous les autres producteurs de l'article d'origine nationale connus du requérant.

3) Données concernant les importations

Données concernant les importations de l'article d'origine étrangère concerné pour chaque année pleine depuis que la mesure a été prise au titre de l'article 203 de la Loi sur le commerce extérieur, en commençant par l'année où la mesure a été prise.

4) Données concernant la production nationale

Données sur la production totale aux Etats-Unis de l'article d'origine nationale concerné pour chaque année pour laquelle des données sont fournies conformément au paragraphe 3) du présent article.

5) Efforts d'ajustement

Renseignements spécifiques à l'appui de l'affirmation selon laquelle une mesure au titre de l'article 203 de la Loi sur le commerce extérieur reste nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et il existe des éléments de preuve indiquant que la branche de production opère un ajustement positif à la concurrence des importations.

e) DIVULGATION LIMITEE DE CERTAINS RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX
CONFIDENTIELS EN VERTU D'UNE ORDONNANCE CONSERVATOIRE
ADMINISTRATIVE

Sur réception en temps opportun d'une demande déposée par une personne habilitée, le Secrétaire met à la disposition de cette dernière, en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative, tous les renseignements commerciaux confidentiels contenus dans les mémorandums, rapports et communications écrites déposés auprès de la Commission au cours d'une enquête menée au titre du présent article au sujet d'un article qui a fait l'objet d'une détermination positive de la Commission au titre de l'article 202 de la Loi sur le commerce extérieur (à l'exception des renseignements protégés ou secrets et des renseignements dont la nature indique clairement qu'ils ne peuvent être divulgués). Cette divulgation est faite de la manière prévue et conformément aux procédures énoncées à l'article 206.17. Les dispositions figurant aux paragraphes d) et e) de l'article 206.17 concernant les mesures prises par la Commission en cas de violation d'une ordonnance conservatoire administrative et la procédure à suivre en cas de violation s'appliquent aux ordonnances promulguées en vertu du présent paragraphe.

f) DELAI IMPARTI POUR LA PRESENTATION DES RAPPORTS

La Commission présentera son rapport au Président le plus tôt possible, mais au plus tard 60 jours avant la date à laquelle la mesure prise au titre de l'article 203 de la Loi sur le commerce extérieur doit prendre fin, sauf si le Président fixe une date différente.

g) RAPPORT PUBLIC

Lorsqu'elle présentera un rapport au Président sur les résultats d'une enquête relevant du présent article 206.54, la Commission rendra ce rapport public (à l'exception des renseignements qu'elle juge confidentiels) et en fera un résumé qui sera publié au Federal Register.

206.55 Enquêtes visant à évaluer l'efficacité de la mesure de protection

a) ENQUETE

Une fois qu'une mesure prise au titre de l'article 203 a pris fin, la Commission effectuera une enquête aux fins d'évaluer l'efficacité de la mesure de protection pour ce qui est d'aider la branche de production nationale à opérer un ajustement positif à la concurrence des importations, au regard des raisons exposées par le Président dans le rapport présenté au Congrès au titre de l'article 203 b) de la Loi sur le commerce extérieur.

b) AUDITION

Au cours de cette enquête, la Commission tiendra une audition à laquelle il sera ménagé aux personnes intéressées la possibilité d'assister, de présenter des éléments de preuve et de faire connaître leurs vues.

c) DELAI IMPARTI POUR LA PRESENTATION DES RAPPORTS

La Commission présentera son rapport au Président et au Congrès au plus tard le 180ème jour suivant la date à laquelle la mesure a pris fin.